

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 36

décembre 84 / 14 fr.

Sommaire

**Nouvelle-Calédonie :
aux côtés des indépendantistes**



**«Kremlin-PCF»
Les notes de Kanapa**



ECOLE :

**HIER LA «RENOVATION»
AUJOURD'HUI LA «RESTAURATION»**



Quand Lutte ouvrière attrape le tournis



**Notes sur l'écrivain révolutionnaire
Denis Diderot (I)**

Dossier

Indépendance kanake et socialiste !

GAGNER du temps, tel est le principal souci du gouvernement français face à l'insurrection kanake en Nouvelle-Calédonie. Gagner du temps, pour tenter de désamorcer la révolte, diviser les indépendantistes, et reconstruire les éléments d'une solution néo-coloniale mise à bas par le boycott massif des élections du 18 novembre et le soulèvement de la population. Telle apparaît la mission confiée au « socialiste » Edgar Pisani, ancien ministre du général de Gaulle.

Le peuple kanak a pourtant amplement montré qu'il avait assez attendu. Dominé par le colonialisme français depuis plus de cent trente ans, chassé de ses terres, parqué dans des réserves, humilié et exilé dans son propre pays, ce peuple n'a jamais trouvé en face de lui que le gendarme, comme le déclarait à la télévision française Jean-Marie Tjibaou, président du gouvernement provisoire kanak. Ce peuple, dont les insurrections ont été durement réprimées par l'armée au siècle dernier, avait cru aux promesses de Mitterrand et du Parti socialiste, qui s'étaient, avant 1981, déclarés en faveur de l'indépendance de l'île.

Mais les socialistes et les communistes au gouvernement ont bâti une politique typiquement néo-coloniale, visant à créer les conditions d'une indépendance formelle à l'horizon 1989, dont la fonction essentielle est de sauvegarder les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français. C'est cette politique que l'insurrection kanake et le FLNKS ont mise par terre, en quelques jours, enlevant l'initiative au gouvernement français et à ses représentants.

Dans ces circonstances, la droite française est montée en ligne comme elle ne l'avait pas fait depuis longtemps, aux accents du colonialisme le plus traditionnel. Au nom de cinq anciens Premiers ministres de la V^e République, Michel Debré a entonné un air qui fut celui, naguère, de l'Algérie française. La droite s'est révélée une fois de plus pour ce qu'elle est : prête à rétablir l'ordre colonial à coups de mitrailleuses et de ratissages ; prête à recommencer, dans l'océan Pacifique, une nouvelle guerre d'Algérie. Elle investit sur la Nouvelle-Calédonie des nostalgies que certains croyaient naïvement révolues. Cette droite, pour des raisons historiques, est liée à l'empire colonial français et à ce qu'il en reste. Parti ultra-colonialiste, le RPR de Chirac domine dans tous les départements et territoires d'outre-mer (DOM et TOM). Debré est depuis des lustres député de la Réunion, et Raymond Barre est originaire de cette même île de l'océan Indien. Quant à Hersant, il a d'abord construit son empire de presse...dans ces mêmes possessions françaises d'outre-mer !

Sommés par cette droite de rétablir l'ordre en Nouvelle-Calédonie, Mitterrand et Fabius ont dépêché sur place d'importants renforts de gendarmes. Mais consigne a été donnée à ces derniers, pour l'instant, de ne pas démanteler les barrages de route et d'éviter les affrontements avec les indépendantistes. Bousculé par l'insurrection kanake, le gouvernement français cherche à reprendre l'initiative sur le terrain politique, en relançant la négociation autour de projets économiques et institutionnels. C'est le contenu de la mission confiée à Edgar Pisani.

Fort de son rôle de négociateur à la troisième conférence de Lomé sur le développement, Pisani va chercher à convaincre une partie de la droite locale

de jouer le jeu d'un processus vers l'indépendance. Mais il ne pourra y parvenir qu'en garantissant à la population blanche le maintien de ses principaux intérêts dans l'île. Il va de même faire miroiter devant le FLNKS des promesses d'aide économique, chercher à circonvenir le Front, ou à défaut, le diviser.

La voie est étroite pour le gouvernement socialiste et pour son fondé de pouvoir en Nouvelle-Calédonie : elle consiste à chercher les moyens d'une indépendance néo-coloniale, préservant les intérêts impérialistes dans l'île et dans cette région du Pacifique.

Le chemin sera difficile pour le FLNKS : pour arracher l'indépendance en empêchant la France de mettre en place une solution néo-coloniale, quand les contraintes économiques de la dépendance pèsent d'un poids considérable sur la Nouvelle-Calédonie, il n'a d'autre ressource que la mobilisation politique du peuple kanak.

C'est pourquoi la solidarité des anticolonialistes en France, la solidarité des révolutionnaires et celle du mouvement ouvrier français sont des tâches immédiates et urgentes. Il faut en premier lieu faire comprendre que le préalable, avancé par le gouvernement français, du respect des droits de toutes les communautés vivant en Nouvelle-Calédonie n'est qu'un paravent : car la communauté blanche matérialise les intérêts du colonialisme français dans l'île. La thèse du droit égal de toutes les communautés n'a qu'un but : masquer le droit ô combien inégal de ces communautés, puisque l'île appartient aux colons caldoches, aux grandes compagnies minières, à ceux qui vivent en Nouvelle-Calédonie pour tirer profit du commerce et de l'import-export.

Les indépendantistes exigent que seul le vote de la population kanake soit pris en compte pour une consultation sur l'indépendance, et ce n'est que justice.

Tandis que le gouvernement français n'a pas renoncé, comme naguère en Algérie, de faire surgir une « troisième force », seul le FLNKS doit être reconnu comme le représentant légitime du peuple kanak.

**Solidarité avec le FLNKS !
Indépendance kanake et socialiste !**



Nouvelle-Calédonie: pourquoi nous sommes aux côtés des indépendantistes

Claude GABRIEL

DÉPUIS sa prise de possession officielle par la France le 24 septembre 1854, la Nouvelle-Calédonie a été considérée comme une source de matières premières : bois de santal puis nickel. Toute autre considération était absente de la politique coloniale. Les Français vivant sur place pouvaient éventuellement s'enrichir par le négoce, mais l'essentiel des profits se réalisaient sous le contrôle des compagnies minières. Le nickel calédonien représente en effet 25 % des réserves mondiales et 43,7 % des seules réserves terrestres. Tout cela explique que la colonisation soit restée particulièrement fruste et qu'une bonne partie du territoire ait été laissée en friche. Un simple fait peut illustrer cette situation. Le 10 avril 1855, le pouvoir colonial émettait un arrêté créant les propriétés privées pour les européens et les obligeant à posséder au moins une tête de bétail par hectare... En 1984, nombre de propriétés ne respectent toujours pas ce décret.

Cette économie centrée sur le nickel a subi la concentration progressive des capitaux, la fermeture des mines les moins rentables, ce qui a poussé une partie substantielle d'un colonat toujours plus important à investir dans des secteurs non productifs, mais plus rémunérateurs à court terme : le commerce et les services. Quand, au milieu des années soixante-dix, le prix du nickel ne cesse de monter, un certain nombre d'activités agricoles sont abandonnées et remplacées par des importations que permet alors la croissance des liquidités obtenues par le boom minier. Mais dès que le prix du nickel s'effondre, quelques années plus tard, l'économie du territoire est aussitôt déséquilibrée.

C'est dans ce contexte que se pose la question de la terre en Nouvelle-

Calédonie : non seulement les caldoches se sont appropriés la majeure partie des meilleures terres mais ils laissent très souvent en friche une grande partie de celles-ci. Beaucoup de gros propriétaires ont préféré investir dans des activités spéculatives plutôt que de mettre réellement en exploitation leurs domaines. Cette situation aggrave la dépendance du territoire qui doit importer pour couvrir une part très importante de ses besoins alimentaires.

La Nouvelle-Calédonie compte 145 368 habitants dont 61 870 Mélanésiens et assimilés (42,56 %), 53 974 Européens et assimilés (37,12 %), 12 174 Wallisiens et Futuniens, 5 570 Tahitiens, 5 319 Indonésiens, 5 249 personnes d'origines diverses et 1 212 Vanuatuans.

Les Kanaks sont donc minoritaires chez eux et cette constatation fait les choux gras de la propagande coloniale qui y trouve un excellent argument pour repousser toute revendication indépendantiste.

Or il y a eu une politique délibérée pour minoriser le peuple kanak. L'ex-Premier ministre Pierre Mesmer la décrivait très clairement dans une lettre à son secrétaire d'Etat aux TOM-DOM, Deniau, en 1972 : *« La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement bien que vouée à la bigarure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant du monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants. Il faut saisir cette chance... ultime de créer un pays francophone de plus. La présence française dans ce territoire ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par des revendications nationalistes d'autochtones éventuellement appuyés par d'autres communautés du Pacifique. A court ou moyen terme, l'immigration massive de citoyens français, métropolitains ou*

originaires des DOM, notamment de la Réunion, devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant ou en améliorant le rapport numérique des communautés. A long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera limitée que si la masse démographique de la population non océanienne est majoritaire » (1).

Cette politique réactionnaire et raciste aboutit donc à une nette accélération de l'immigration au début des années soixante-dix : il y avait 36 980 Européens en 1969 et ils étaient 50 757 en 1976.

A cela s'ajoute enfin le maintien du système des « terres de réserve » (2) par lequel on concentre les populations kanakes sur des territoires réduits, souvent peu cultivables. Grâce à ce système, dont on disait qu'il visait à « protéger les tribus et leur système coutumier », les colons ont pu légaliser leurs appropriations de terres. Aujourd'hui encore, les Kanaks ne disposent que d'environ 30 % des terres, soit 200 000 ha. Les exploitants privés français disposent d'environ 460 000 ha. 2 035 propriétaires caldoches se partagent quelques 350 000 ha, soit en moyenne 173 ha pour chacun. Mais la moitié des propriétaires terriens blancs pratiquent en réalité une autre activité. On estime à plus de 155 000 ha les terres qui sont ainsi l'objet d'une exploitation secondaire pour leurs propriétaires (soit 44 % de la surface des terres possédées par les colons) et qui sont donc fort peu exploitées (3).

Tout cela donne à la Nouvelle-Calédonie un petit air d'apartheid, qui rappelle l'économie rhodésienne dans les années soixante-dix.

La question de la terre

Cette société coloniale a réduit au minimum les possibilités d'ascension sociale pour des Kanaks (4). A la différence des Antilles ou de la Réunion, il n'existe pas en Nouvelle-Calédonie une importante couche autochtone de petits bourgeois cossus.

La grande majorité de la population kanake est rurale et vit dans les tribus. Nouméa et les bourgs de la côte ne regroupent que 18 000 Kanaks. C'est pourquoi la société tribale a pu conserver une grande partie de ses traditions et coutumes, les terres de réserves demeurant régies par le droit coutumier.

Cette imperméabilité partielle de

la société rurale kanake a été porteuse de la première étape de radicalisation du mouvement national. L'appropriation des terres par les Blancs n'est pas seulement ressentie sous son aspect économique et juridique ; elle est perçue comme un vol qui prend la forme d'une sorte de profanation. La terre est perçue comme un espace familial, clanique ou tribal. Par conséquent, aucune législation ne peut, aux yeux des Kanaks, justifier a posteriori ce vol. Les Kanaks veulent leurs terres.

Les luttes pour la récupération des terres qui se sont développées depuis plusieurs années ont souvent pris la forme de coups de force contre les propriétaires. Elles se sont soldées régulièrement par un rapport de forces en faveur des Kanaks. Peu à peu, se sont entremêlées dans ces mobilisations locales une revendication coutumière qui exprime une volonté de retrouver la terre du clan ou de la tribu, une revendication économique présente dans la volonté de mettre en valeur ces terres sous-exploitées et enfin une revendication politique portant sur le droit à l'indépendance (5).

Ces luttes ont été inégalement engagées sur le territoire dans la mesure où la question foncière s'y posait de manière différenciée.

Dans les îles Loyauté par exemple, le colonialisme n'a pas véritablement exproprié les populations de leurs terres. Cette inégalité des luttes pour la terre constitue une première limite aux mobilisations rurales — limite que le pouvoir colonial s'est empressé d'exploiter.

Dans les zones plus mobilisées, on assiste cependant à des actions d'un très grand intérêt politique. La population qui occupe collectivement des terres doit immédiatement discuter de son usage futur. C'est là que les traditions coutumières de consultation et de débat peuvent être utilisées comme d'excellents moyens démocratiques.

La terre n'est pas à proprement parler une propriété et encore moins une marchandise. Les influences capitalistes n'ont que très partiellement modifié cette appropriation coutumière de la terre. Elles ont sans doute accentué leur pression depuis qu'il est question de redistribuer de la terre aux Kanaks. Certains chefs de clan (plusieurs clans composent la tribu) peuvent avoir en effet le désir de changer ce rapport traditionnel en s'émancipant vis-à-vis des intérêts globaux de la tribu et en délimitant la terre clanique comme une véritable propriété privée.

Les revendications claniques

1. « L'Avenir calédonien », n° 912, 8 juin 1984.

2. Déclaration du 20 janvier 1855... confirmée par l'Assemblée nationale, le 10 mars 1959.

3. « Regards sur l'actualité », n° 96, décembre 1983. La Documentation française.

4. L'accès réel au suffrage universel pour tous les Kanaks date de 1953. Le premier bachelier kanak a obtenu son diplôme au début des années soixante.

5. Le contraste est très grand entre le niveau de vie des blancs et celui des tribus. Les villages recèlent une extrême pauvreté et s'apparentent parfois plus au village de brousse africain qu'à la bourgade de province.

6. L'Union calédonienne, notamment, s'est constituée en 1951.

ayant perdu de leur précision à cause des déplacements de populations et de l'absence de cadastre coutumier, il est parfois bien difficile de débattre des droits ancestraux des uns et des autres quand vient le moment de répartir les terres récupérées par les colons. Dans certains endroits, l'organisation collective tribale a pu apporter une solution au problème de la répartition et de l'usage des terres. Ceci implique un élargissement des structures du palabre qui garantit, tant faire se peut, la cohésion de la communauté. L'égalitarisme qui imprègne la coutume kanake joue un rôle progressiste dans ce type de lutte, même si la place des jeunes et des femmes est loin d'être réglée.

L'attribution coutumière de la terre réalisée, il y a parfois une autre discussion sur la manière dont ces terres seront exploitées. Il est alors possible pour la tribu d'en proposer l'exploitation à des groupements de type coopératif qui peuvent associer des clans ou même des jeunes ou des femmes pour telle culture ici, tel élevage ailleurs. Il y a donc séparation partielle entre la réattribution coutumière du terroir et sa mise en exploitation ; ce qui peut être assimilé à des formes élémentaires de socialisation du travail.

L'organisation des tribus autour de la revendication de la terre demeure inégale. Dans la région de Koné, des formes unitaires de regroupement de tribus ont pu voir le jour grâce à un Comité des terres de la côte ouest, fort actif dans la dernière période.

La difficile bataille du mouvement indépendantiste.

Le mouvement indépendantiste est de création récente, si l'on se réfère à la revendication de l'indépendance. Mais le gros des directions actuelles du FNLKS ont une histoire politique déjà ancienne (6). Pour beaucoup l'activité politique s'est d'abord située au sein des institutions coloniales, notamment à l'Assemblée territoriale et plus récemment au Conseil de gouvernement de la colonie. Mais la société coloniale n'est pas susceptible de développer des mécanismes de production et de reproduction d'une petite bourgeoisie autochtone. On trouve certes, comme dans toutes les autres colonies, des « agents locaux » du colonialisme. Mais en Nouvelle-Calédonie,

Les organisations kanakes

Organisations composant le FLNKS :

- **Union calédonienne (UC).** La plus ancienne et la plus importante des organisations du Front.
- **Front uni de libération kanake (FULK).**
- **Union progressiste mélanésienne (UPM).**
- **Parti socialiste calédonien (PSC).**
- **Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE).** Syndicat né en 1982, ouvert à tous les exploités et partisans de l'indépendance kanake.
- **Comité des terres de la côte ouest.** Structure de lutte des tribus de la région de Koné pour la récupération et les redistributions de terres.
- **Comité Pierre Declercq.** Comité démocratique exigeant le procès des assassins de Pierre Declercq, alors secrétaire général de l'UC.
- **Groupe de femmes kanakes et exploitées en lutte (GFKEL).** Petit regroupement de femmes essayant de souligner les revendications propres des femmes.

Organisations indépendantistes non-membres du FLNKS :

- **Parti de libération kanake (PALIKA).** Créé en 1976. Ne fit pas partie du Front indépendantiste né en 1979. Était observateur au congrès de fondation du FLNKS et discute de son éventuelle adhésion.
- **Libération kanake socialiste (LKS).** Scission du PALIKA qui adhéra au front indépendantiste. Quitta ce regroupement en juillet 1984, refusa de rejoindre le FLNKS et se présenta aux élections territoriales de novembre 1984 en acceptant le « projet Lemoine ».

différents blocages ont limité cette corruption.

Simultanément, le poids coutumier, maintenu jusqu'en milieu urbain, et la question des terres ont fini par radicaliser un mouvement politique kanak au point de lui faire exiger l'indépendance. Il y a donc eu, dans la dernière période, une combinaison contradictoire entre une expérience politique qui était celle des institutions françaises et une pression populaire qui passait peu à peu de l'exigence des terres à l'exigence de l'indépendance.

Tout cela n'est pas sans conséquences sur le mouvement actuel, les formes d'organisation et de direction des partis kanaks étant encore essentiellement le reflet de leur expérience dans les institutions. De plus, les revendications de terres, émanant de populations rurales, peu concentrées et organisées coutumièrement, n'exigeaient nullement, jusqu'à récemment, des organisations très structurées. Plutôt conçus comme des mouvements ayant des influences locales ou régionales, les partis indépendantistes firent le choix, en juillet 1984, de sortir des institutions et de préparer le boycott actif des futures élections territoriales. Ils se sont dès lors placés dans une situation qui les oblige à revoir leurs formes d'organisation et à accroître leurs moyens militants.

Ces nouveaux choix politiques exigent en effet la construction d'organisations qui puissent répondre aux besoins d'encadrement, de formation et de militantisme de la population, à commencer par la jeunesse. Voici encore quelques semaines, sur les cinq organisations indépendantistes, deux seulement disposaient d'un petit bulletin d'information. La base ressent de plus en plus le besoin de débattre et de se préparer aux épreuves de force. Dans ce pays que le pouvoir a délibérément isolé du monde (peu de livres et une presse débile), les militants les plus radicaux attendent de leur engagement politique un moyen d'accéder à une connaissance qui leur a été refusée par le colonialisme.

Constatant que le mouvement national kanak prenait son essor à partir de la question de la terre, le gouvernement français chercha, dès 1978, à désamorcer ses revendications. C'est en effet sous Giscard que fut mise en place une réforme foncière dont l'objet était de procéder à des achats et à des redistributions afin de répondre à l'attente des tribus. Il fut donc entrepris de recenser ces revendications et de produire une sorte de cadastre clanique grâce à la création d'un Office foncier doté de crédits importants. La gauche arrivée au pouvoir confirma tous les objectifs de cette institution.

De 1978 à 1982, l'administration du territoire récupéra ainsi 43 153 ha pour un coût environ de 42,5 millions de francs. A la fin de 1983, environ 35 000 ha avaient été redistribués. Le but de cette réforme foncière est fondamentalement politique : elle vise à réduire les revendications kanakes et elle a cherché au début — largement en vain — à diviser la population au moment des redistributions. Il n'a évidemment jamais été question de remettre en cause l'existence des réserves et la dynamique réelle de cette réforme est en fait d'accentuer la ségrégation. Elle tend en effet à concentrer la population caldoche dans certaines régions, notamment dans le sud, autour de Nouméa. Ainsi se dessine peu à peu un objectif stratégique de première importance : quitter à satisfaire un certain nombre de revendications sur les terres, autant le faire en poussant une partie de la population blanche à renforcer sa cohésion autour de certaines activités économiques et à faire ainsi apparaître peu à peu une Nouvelle-Calédonie blanche et « utile », opposée à des zones rurales « kanakes » marginales (voir les cartes). Un tel objectif aboutirait, dans une période de très vives tensions, à maintenir le danger le plus loin possible de Nouméa — exactement comme le fit le pouvoir de Ian Smith en Rhodésie pour la région de Salisbury. Le sacrifice de quelques Caldoches qui se cramponnent à leurs terres est de peu d'importance pour l'Etat colonial en regard d'une telle perspective.

L'Office foncier sert régulièrement d'intermédiaire pour régulariser une expropriation obtenue par la mobilisation : le pouvoir colonial espère ainsi récupérer, par le jeu institutionnel, ce qui a démarré comme une lutte indépendante des populations. Les Caldoches et les grandes exploitations peuvent vendre à l'Office à un prix très intéressant des terres qu'ils avaient tout bonnement volées, puis réinvestir une partie de ces gains dans d'autres activités plus rémunératrices.

La réforme foncière constitue donc un maillon important de la solution néo-coloniale, dans la mesure où elle cherche à transformer le panorama foncier du pays pour aboutir à un éventuel consensus et à une légitimation de la présence blanche. L'utilisation de certains chefs coutumiers et de certains maires kanaks dans cette politique relève de la même perspective.

L'actuel gouvernement français a fait sien cet héritage du précédent ré-

gime. Lorsque le ministre Lemoine évoque la perspective de l'indépendance du territoire, il convient de le prendre au sérieux. Ce que prépare Lemoine est en effet une indépendance néo-coloniale. « *L'avenir du peuple kanak, dit-il, est avec ceux qui veulent l'indépendance avec la France.* » Voilà la bonne parole qu'apporte le ministre des colons à la population opprimée. Il ne fait plus de doute qu'une partie du RPCR (7) est d'accord avec Lemoine pour un projet d'indépendance à terme, dans lequel le pouvoir économique appartiendrait sans partage aux Blancs et le pouvoir politique serait subtilement réparti « entre les ethnies ». Le fait que les Kanaks soient minoritaires viendra justifier, en dernière instance, l'inégalité des pouvoirs réels (8) !

Comment se prépare une solution néo-coloniale

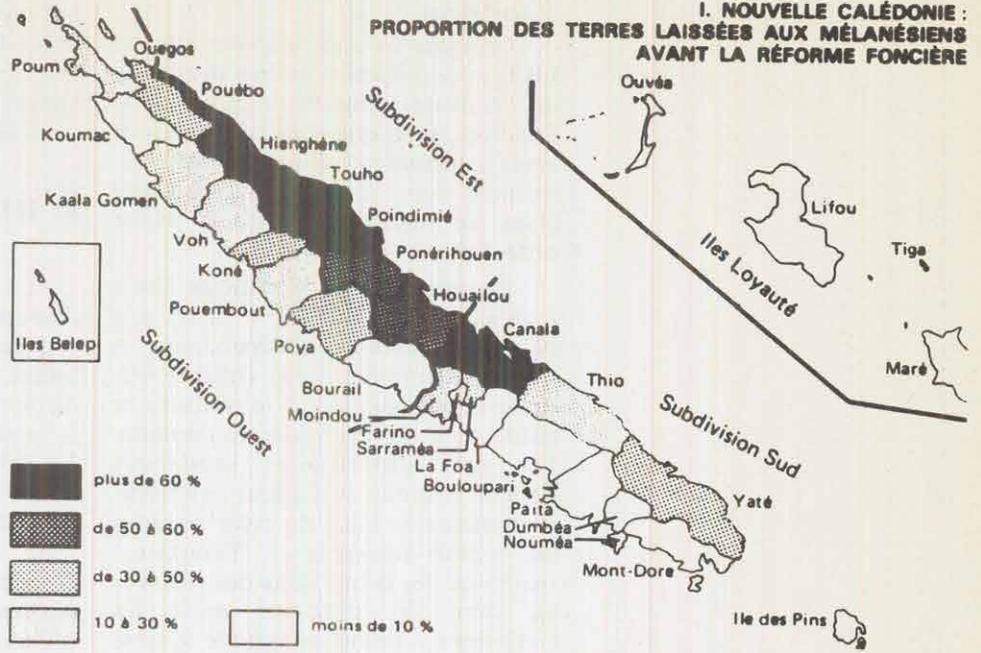
La présence de membres du Front indépendantiste au sein du Conseil de gouvernement, depuis juin 1982, pouvait être également être utilisée pour dévoyer la lutte de ce mouvement. Elle a abouti, pour l'essentiel, à la rupture du groupe Libération kanake socialiste (LKS) d'avec le reste du Front. Le principal leader de cette formation, Nidosh Naisseline, est le grand chef coutumier de l'île de Maré, où ne se pose pas le problème des terres. Cette situation a pu intervenir dans le virage à droite du LKS car ce groupe n'a pas été poussé par une base locale non confrontée aux occupations de terres. C'est bien dans les îles que le LKS fait son « meilleur » score. Mais cela n'a pas empêché la majorité des Kanaks de ces îles de suivre le mot d'ordre de boycott ! Le LKS a utilisé certains facteurs de division traditionnels entre les Kanaks ; il a cherché à faire une bonne opération, notamment en voulant exploiter les sentiments particuliers des gens des îles. Son bilan est des plus médiocres et le LKS, au terme de ces élections, enregistre une authentique défaite politique. Son pacte avec Lemoine le poussera désormais à entériner une politique qui se discute entre le gouvernement français et la droite.

Quand le LKS déclare qu'il y a « *une tendance qui se radicalise, telle que le Front calédonien (extrême droite, NDLR) et qui s'organise comme le FLNKS (sic) engageant un processus qui aboutit forcément à la*

7. RPCR, Rassemblement pour la Calédonie dans la République, formation liée au RPR et disposant d'un député à la Chambre, un certain Laflour, qui est un des plus gros capitalistes du territoire.

8. C'est à juste titre que les indépendantistes dénoncent aujourd'hui le risque d'une « indépendance à la rhodésienne ».

**I. NOUVELLE CALÉDONIE :
PROPORTION DES TERRES LAISSÉES AUX MÉLANÉSIENS
AVANT LA RÉFORME FONCIÈRE**



**II. ACQUISITIONS FONCIÈRES
DU TERRITOIRE DE 1978 A 1982**



Cartes reproduites à partir de « Regard sur l'actualité », n° 96, décembre 1983. Documentation française.



violence » (9), il ne fait plus de doute que ce groupe exprime désormais la politique du gouvernement français qui consiste à renvoyer dos à dos les « extrémistes ».

Lemoine va donc disposer avec le LKS, avec quelques maires dissidents du Front qui refusent de quitter leur fonction, avec quelques transfuges et chefs coutumiers, d'un premier instrument pour passer à une seconde étape de tractation : avec la droite cette fois.

Lemoine défend le principe d'une « société pluri-ethnique » pour une Nouvelle-Calédonie indépendante. Il s'agit évidemment d'une vulgaire formule démagogique car le ministre se garde bien d'en dévoiler le contenu. Les gros propriétaires capitalistes comme Balande ou Lafleur tiendront-ils toujours le haut du pavé au nom du « pluri-ethnisme » ? Faudra-t-il maintenir les tribus dans des réserves au nom du statu-quo entre les « ethnies » ? Lemoine agite le spectre des règlements de compte raciaux pour faire passer sa camelote néo-coloniale et en ce sens il fait chorus avec l'extrême droite qui, de son côté, veut accréditer l'idée que l'indépendance kanake c'est la barbarie raciste. Le Front calédonien (lié au Front national) écrivait récemment : « Symboliquement, le FNLKS est né le 24 septembre 1984, 131 ans après que la présence française ait commencé son œuvre bienfaisante en Nouvelle-Calédonie, ramenant la paix entre les tribus rivales et procurant aux populations mélanésiennes les avantages de la civilisation occidentale, tout en préservant leur mode de vie traditionnel » (10).

Lemoine n'hésite pas à utiliser ce même mépris pour les indépendantistes avec parfois des intonations qui pourraient rappeler les plaisanteries racistes sur les « rois nègres ». Ainsi, lorsque Eloi Machoro, le secrétaire général de l'Union Calédonienne et porte-parole du FNLKS, annonce le projet de formation d'un gouvernement provisoire kanak, le ministre déclare : « Je ne peux pas empêcher monsieur Machoro de se déclarer président de la République. C'est son droit le plus strict » (11).

Le FLNKS a pourtant répondu à ces mensonges en prenant position à son congrès pour une « République socialiste décentralisée et démocratique sans distinction de race, de sexe, de religion et d'opinion dans la limite de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat ». En d'autres termes, les Calédoches pourront rester à la condition

de respecter la nouvelle légalité. Mais les inégalités sociales et raciales qu'a engendrées le colonialisme devront disparaître si ce pays veut vraiment échapper au néo-colonialisme, et c'est sans doute ce que le gouvernement français craint en défendant avec autant d'empressement son slogan de « société pluri-ethnique ».

L'urgence du soutien

Le mouvement indépendantiste cherche à sortir de sa gangue électoraliste et légaliste. Le pouvoir colonial, poussé par ses propres contradictions, a favorisé ce processus. Mais la situation demeure contradictoire. Le FLNKS se réclame désormais d'une indépendance socialiste et on peut dire, sans risque d'erreur, que cette idée de socialisme a été fondamentalement portée par la tradition égalitaire de la coutume. Mais les mois à venir vont mettre à dure épreuve l'ensemble du mouvement. La bataille pour l'indépendance va devenir peu à peu une bataille contre « l'indépendance » néo-coloniale.

Les dangers du néo-colonialisme ne proviennent pas seulement des contraintes extérieures objectives. Un pays comme la Nouvelle-Calédonie qui accède à l'indépendance hérite d'un ensemble cohérent et rigide de dépendances envers l'ancienne métropole. La direction politique du nouvel Etat, même la plus radicale et la plus anti-impérialiste, devra prendre un grand nombre de précautions politiques et économiques pour résorber l'héritage colonial, réduire la dépendance et construire peu à peu un rapport de forces favorable face aux intérêts capitalistes étrangers.

Le FLNKS est dès maintenant confronté à un problème directement politique pour éviter l'impasse néo-coloniale. C'est en effet dans les conditions politiques actuelles de mobilisation et d'organisation de la population que se jouent en grande partie les rapports de forces sociaux futurs avec lesquels il sera possible — ou pas — de s'opposer aux manœuvres néo-colonialistes. L'expérience de l'Afrique noire a bien montré que l'impérialisme n'avait pas besoin de fortes classes bourgeoises autochtones pour préparer des indépendances néo-coloniales. La faiblesse politique du mouvement de masse permet de dévoyer et de manipuler nombre de groupements politiques qui s'étaient organisés pour obtenir l'indépendance. Le danger néo-colonial, qui fut longuement

9. « Les Nouvelles », 5 octobre 1984.

10. « Les Nouvelles », 29 septembre 1984.

11. « Les Nouvelles », 28 octobre 1984.

12. En 1979, il y avait 8 154 salariés kanaks pour un total de 28 648. Les salariés dits « européens » étaient quant à eux 12 970. Cette proportion a probablement évolué depuis dans le sens d'un accroissement du salariat kanak, mais sans changement qualitatif de la situation.

débat au congrès du FLNKS, n'est donc pas un simple produit des mécanismes extérieurs de la dépendance et des agents locaux de la métropole. Un retard dans la formation d'un véritable parti d'avant-garde Kanake risquerait de libérer rapidement les forces centrifuges qui agissent au sein des organisations indépendantistes, et de disperser le potentiel militant. Lemoine attend le FLNKS au tournant, car il connaît ses faiblesses et il sait qu'en son sein tout le monde ne parle pas du socialisme de la même manière.

Ce mouvement qui a été porté par la question des terres est en train de déplacer partiellement son centre de gravité. La multiplication des grèves à Nouméa et la croissance du syndicat indépendantiste USTKE forment un ensemble de facteurs nouveaux, qui placent peu à peu l'enjeu de la lutte dans le centre économique et politique du pouvoir colonial (12).

L'USTKE est une organisation née en 1982 après qu'un certain nombre de syndicalistes kanaks aient décidé de quitter l'USOENC, syndicat composé en majorité de travailleurs français et peu enclin à soutenir le mot d'ordre d'indépendance. En deux ans, l'USTKE a montré le bien-fondé de son projet. Elle déclare aujourd'hui 2 000 adhérents, principalement dans la santé, les PTT, le commerce et la compagnie aérienne UTA. Elle a dirigé depuis huit mois la plupart des grèves à Nouméa et n'a obtenu que des succès. Elle a ainsi fait la preuve aux yeux des travailleurs qu'elle savait se battre et les défendre efficacement. Elle a ouvert ses rangs à tous les exploités, français, wallisiens ou tahitiens, qui

acceptaient que ce syndicat se batte aussi pour l'indépendance. L'USTKE a intégré le FLNKS dès la fondation de ce dernier. Dans la période agitée qui a précédé les élections territoriales, elle a mené des grèves en unité avec l'USOENC.

Une grande partie des enjeux stratégiques se jouera à Nouméa et c'est là que pourra éventuellement se confirmer le contenu social et politique d'une indépendance. Il faut éviter qu'une situation de double pouvoir se réduise à un partage entre la ville de Nouméa, française, et la brousse kanake. C'est pourquoi la plus grande attention doit être portée à la structuration du Front et du syndicat dans la région de Nouméa.

La question du pouvoir en Nouvelle-Calédonie ne sera pas, contrairement à ce que feint de penser le gouvernement français, une affaire de majorité « démocratique ». Le fait que le peuple kanak soit minoritaire dans son pays est un argument aussi formel que malhonnête. Même s'il n'y avait que 20 % de Kanaks, cette terre serait kanake à 100 %. Tel est notre point de vue.

Le mouvement indépendantiste est très isolé. Ce que craignent les partis français PS et PCF, c'est que l'indépendance kanake ne donne de mauvaises idées aux autres peuples des TOM-DOM, pour lesquels ils ont toujours défendu une perspective assimilationniste. Ces partis ont jusqu'à présent défendu les « poussières de l'empire ».

Notre tâche est donc de populariser ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie pour que le colonialisme français n'ait aucun répit. La France s'était bâti là-bas un Far-West de Lilliputien. Colons

racistes à cheval et tribus éprises de danses coutumières, voilà le panorama que nous donnent encore aujourd'hui la presse et la télévision. Or, le combat que mènent les organisations indépendantistes est un combat d'avant-garde, au sens où il s'agit de la première lutte de masse dans les TOM-DOM pour une indépendance immédiate.

De sa victoire ou de son échec peut dépendre l'avenir des Antilles, de la Guyane, de la Réunion... Les Kanaks ont besoin d'un soutien urgent. La fraternité avec laquelle ils reçoivent ceux qui les soutiennent est une marque de confiance qu'il ne faut pas décevoir. Quelle que soit leur lutte et les moyens qu'ils se donnent, il faut être à leurs côtés, sans hésitation. Nous voulons partager avec eux le même anticolonialisme.

NOUVELLE CALEDONIE CE QUE VEULENT LES KANAKS



Un dossier Rouge sur la Nouvelle-Calédonie

18 pages 10f

Dossier ROUGE N° 11 10f
44 images 54



A propos de la publication des «notes» de Kanapa sur les rapports Kremlin-PCF Les âmes mortes

« Aujourd'hui,
on essaie d'utiliser
des communistes morts
contre les communistes vivants. »

Roland Leroy

(l'Humanité du 10 novembre 1984)

Francis SITEL

L'éditeur Olivier Orban a publié un livre intitulé *Kremlin-PCF, conversations secrètes*. Il s'agirait des notes prises par Jean Kanapa lors de la crise qui, en août 1968, a conduit à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Documents confidentiels rédigés pour Waldeck Rochet, alors secrétaire général du PCF, analysant les événements et proposant les réponses à avancer face aux arguments des Soviétiques. Conversations entre Waldeck Rochet et Brejnev, d'une part, avec Dubcek d'autre part. Notes prises lors du comité central d'Ivry-sur-Seine les 20 et 21 octobre 1968, marqué par la démission de Jeannette Thorez-Vermeersh.

Le bureau politique du PCF n'a pas nié l'authenticité des documents. Il s'est par contre élevé violemment contre ce qu'il a qualifié « *d'entreprise de déstabilisation du parti et de sa direction.* »

A la veille d'un XXV^e Congrès du PCF, étroitement verrouillé par la direction, ce sont de grandes questions qui se trouvent ainsi soulevées. Avec beaucoup plus de force et de talent que n'en ont fait preuve jusqu'à présent les « *rénovateurs.* »

Entre autres questions, celle des rapports entre le PCF et le Kremlin.

JEAN KANAPA a écrit :
« *C'est la même considération qui nous fait estimer naturel et sain le débat public des questions du mouvement communiste mondial. Ce débat est un fait. Un fait nouveau, en tout cas par son ampleur, et un fait positif. Nous ne pensons en effet pas qu'il soit dommageable pour les communistes et que l'adversaire ait motif à s'en réjouir. Car, les choses étant ce qu'elles sont, un tel débat ne peut que contribuer à l'enrichissement de nos idées, à abandonner des vues et des pratiques dépassées, à rendre plus efficace notre lutte pour le socialisme et pour la paix (1).* »

A l'inverse de ce pronostic, l'ouverture de quelques dossiers concernant les relations entre la direction du PCF et le Kremlin au cours de l'été 1968 prend figure de scandale, voire de complot. Et ce, justement, parce qu'il s'agit de notes prises au

cours de ces entretiens par Kanapa lui-même !

Ainsi, la publication de ces notes inflige un démenti à leur auteur puisque, seize ans après les événements dont il est question, alors que la totalité des principaux protagonistes a quitté la scène pour s'abîmer dans l'oubli et la mort, l'exhumation de telles notes est dénoncée par le bureau politique du PCF comme une « *entreprise de déstabilisation du parti et de sa direction.* »

Ce qui veut dire que cette publication est « *dommageable* » pour le parti et que c'est « *l'adversaire* » qui s'en réjouit !

Pourtant, sur le fond, ces dossiers n'apportent rien qu'on ne sache déjà. Philippe Robrieux a justement fait remarquer qu'ils laissent dans l'ombre bien des aspects de la crise qui s'est nouée au sein de la direction du PCF et dans les relations avec les

1. « *Le Mouvement communiste international hier et aujourd'hui.* » Conférence à l'école centrale du PCF, publiée dans « *France nouvelle* », n° 1674 et 1675, 5 et 12 décembre 1977.

2. In « *le Monde* » du 10 novembre.

3. Cf. « *PCF : première interview de "Fabien"* », in « *Libération* » du 16 novembre 1984.

4. L'expression serait, selon Francis Cohen, de Kanapa : « *Nous pensons une chose et souvent nous estimons qu'il faut en dire une autre...* » Cité par P. Robrieux, « *Histoire intérieure du Parti communiste* », tome 4.

5. « *Un XXV^e Congrès pour confirmer et approfondir notre politique.* », rapport de Georges Marchais au comité central des 17-18 et 19 septembre 1984.

Soviétiques à l'occasion de l'intervention en Tchécoslovaquie (2).

L'essentiel n'est pas dans le contenu même des documents, mais concerne les conditions dans lesquelles ils sont publiés.

Le complot des ombres

Le mystérieux « Fabien », pseudonyme pris par celui ou ceux qui sont à l'origine du livre, se plaît à entretenir l'idée qu'il est présent au cœur même de l'appareil... place du Colonel-Fabien (3) !

Symboliquement, tout est là. La force de ces « révélations » ne vaut que parce qu'elles semblent sourdre de l'appareil et de la direction. Les mêmes textes, sous la plume de spécialistes extérieurs au PCF, auraient eu un impact sans aucune mesure.

Et, dans ce climat de complot, l'ombre de Kanapa se détache comme le héros d'un ultime et obscur combat. Le personnage semble taillé sur mesures : prototype de ces « hommes doubles » (4), qui pensent d'une sorte et parlent d'une autre, il a laissé l'image de l'intellectuel stalinien, alors qu'il semble avoir été un des plus farouches partisans de la prise de distances avec Moscou. Il s'est formé aux affaires du monde et du mouvement communiste international au centre même de l'appareil international : sur décision de Thorez, il travailla, à Prague, à partir de 1957, au sein de la rédaction de l'organe officiel du mouvement, *Problèmes de la paix et du socialisme*.

Intellectuel et homme d'appareil, rétif aux apparitions publiques, après avoir été remarqué par Thorez, il a été l'éminence grise de deux secrétaires généraux successifs. Celui qui, par sa connaissance approfondie de l'appareil international, était à même de guider la réflexion et les décisions de Waldeck Rochet et de Marchais et qui, au sommet de sa puissance, a constitué le maillon assurant la continuité entre le premier, défaillant, et le second, accédant aux plus hautes responsabilités.

C'est pourquoi cette voix d'outre-tombe est redoutable : Kanapa, de son vivant, fut en effet au centre des lignes de forces et au fait des secrets les plus scellés.

Et l'on comprend pourquoi il suffit de rendre publiques quelques notes de lui, soigneusement choisies il est vrai, pour ébranler le savant échafaudage idéologique construit, depuis

plusieurs années, par la direction du PCF. En s'attaquant aux deux piliers principaux de celui-ci.

Le premier de ces piliers consiste à expliquer que les graves problèmes rencontrés aujourd'hui par le parti renvoient aux erreurs commises jusqu'au XXII^e Congrès. Ce qui revient à imputer la responsabilité de la crise actuelle à Thorez et à Waldeck Rochet. Le premier portant la faute du « retard de 1956 » à élaborer une voie spécifique, nationale, de passage au socialisme. Le second étant coupable d'avoir engagé la stratégie d'union avec le Parti socialiste, sur la base du programme commun de gouvernement, qui a conduit à l'affaiblissement du PCF.

Le XXV^e Congrès ne devrait pas avoir d'autre fonction que de confirmer, « dans la continuité des XXII^e, XXIII^e et XXIV^e Congrès », une orientation censée permettre de sortir le PCF des ornières où l'avaient engagé les prédécesseurs de Marchais.

Le second pilier consiste à laisser entendre que, par rapport à cette définition d'une voie nationale et démocratique de passage au socialisme, la question des rapports à l'URSS et aux pays de l'Est est connexe, sinon étrangère, ne nécessitant pas de débat réel.

Toute l'argumentation, qui n'est pas nouvelle, consiste à présenter le problème de l'URSS comme relevant d'un jugement à porter, en toute indépendance et objectivité, sur la réalité de cette société. Il s'agit de reconnaître en ces pays le « socialisme réellement existant ». Un socialisme qu'il convient, contre ses ennemis, de défendre, idéologiquement, et militairement quand il est nécessaire, comme en Hongrie en 1956. Attitude fondamentalement confirmée par Marchais dans son rapport préparatoire au XXV^e Congrès : « *Qu'on le veuille ou non, pour former leur jugement, les Français qui tournent leurs regards vers nous, qui peuvent être gagnés à notre projet de société, se référeront toujours au socialisme tel qu'il s'édifie dans plusieurs pays. A moins, bien sûr — mais c'est une boutade — de renoncer à qualifier de "socialiste" la perspective que nous offrons, il n'existe aucune échappatoire au problème qu nous est posé* (5). »

Mais ce jugement de fond ne saurait interdire de critiquer, hier, les erreurs et les crimes de Staline, et, aujourd'hui, les graves déformations que subissent ces sociétés, en particulier dans le domaine des libertés démocratiques.

Ces critiques peuvent être plus ou moins virulentes, l'important est qu'elles ne débordent pas d'un cadre idéologique construit pour situer ces problèmes en extériorité par rapport au PCF et occulter l'essentiel : le fait que ces questions sont au cœur même de l'identité du PCF.

On traitera donc doctement des hésitations de Thorez à adhérer aux thèses khrouchtcheviennes du XX^e Congrès du PCUS, en « oubliant » que le PCF s'est « bolchevisé » autour de son secrétaire général, Maurice Thorez, « fils du peuple » et « premier stalinien de France »...

On distillera avec un art consommé les critiques de la politique du Kremlin vis-à-vis des Etats voisins et les condamnations des atteintes aux libertés dans ces pays. Mais on se gardera bien d'engager une réelle analyse et un vrai débat sur la nature sociale de ces pays, sur le rôle des partis communistes au pouvoir, sur les ruptures historiques qui, entre la révolution d'Octobre et aujourd'hui, peuvent rendre compte de la réalité actuelle.

Parce que, si ces questions étaient soulevées, elles seraient immédiatement applicables au PCF lui-même ! Les simples notes de Kanapa suffisent à confirmer ce que tout le monde sait : la direction du PCF vit et pense en une étroite et complexe symbiose avec le Kremlin. Et lorsque Moscou « défend le socialisme » en faisant déferler ses chars en Tchécoslovaquie, la direction du PCF doit se frayer un tortueux chemin entre deux risques mortels : l'alignement et la rupture.

Alors, Waldeck Rochet avait « réprouvé ». Le rappeler c'est souligner que Marchais, lui, a approuvé bruyamment, de Moscou, l'intervention soviétique en Afghanistan. Et qu'il ne semble pas avoir été beaucoup troublé par les dramatiques événements de Pologne.

La thèse, aujourd'hui centrale, du « retard de 1956 », a pour fonction de verrouiller ces deux questions. Le XX^e Congrès du PCUS et l'onde de choc qu'il a provoqué auraient alors empêché que s'épanouisse, au sein du PCF, une stratégie originale de passage au socialisme. Citons Roger Martelli : « *Le XX^e Congrès contenait des réflexions très générales, nées des exigences politiques que ressentait le PCUS face à sa propre société et face à un monde en mouvement. Ces réflexions, cet appel au renouveau, à la recherche des "voies" au socialisme deviennent tout naturellement des points de référence, d'authen-*

tiques "modèles" politiques. Mais ils ne rencontrent pas, en France, un besoin de renouvellement vécu de l'intérieur. On pourrait presque dire que ce congrès, devenu un enjeu des luttes politiques françaises, gêne par bien des côtés un PCF qui situe ailleurs ses urgences. De ce malentendu fondamental naît un rendez-vous manqué. Les ruses de l'Histoire sont imprévisibles : en 1956, une réflexion stratégique tourne court (6). »

Ainsi, Thorez serait l'homme des rendez-vous manqués, et le « retard » relèverait d'un « malentendu » et non d'une crise du stalinisme touchant à la nature même du PCF. Il s'agit d'un « choc », dont les causes sont extérieures au PCF qui, pour des raisons accidentelles, a inhibé une élaboration stratégique qui ne redémarrera qu'avec le XXII^e Congrès !

Or, la seule évocation du souvenir de Kanapa suffit à dévoiler les mensonges sur lesquels sont construites ces thèses.

Kanapa a été l'un des principaux artisans de la définition d'une « voie démocratique au socialisme », puisqu'on lui attribue généralement la rédaction du *Défi démocratique*, des thèses du XXII^e Congrès, et la responsabilité de la publication du livre *L'URSS et nous*. Or, cette élaboration a été largement entamée en lien avec Waldeck Rochet, lors de l'adoption du *Manifeste de Champigny* (décembre 1968) et de la recherche de l'union avec le PS. Elle n'a fait que se poursuivre, jusqu'en 1977, sous le règne de Marchais. Avant que survienne la rupture avec le PS, alors que l'union constituait un des éléments-clés de la « rénovation » opérée par Waldeck Rochet et Kanapa.

Par ailleurs, toute l'activité de Kanapa a été centrée sur la question de l'URSS, des rapports avec le Kremlin, de la réalité du mouvement communiste international.

Ouvrir ces dossiers, c'est mettre à mal les thèses officielles sur la totale autonomie du PCF par rapport au « grand frère » soviétique. Et, en effet, de ce point de vue, la crise de l'été 1968 autour de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie constitue une formidable leçon de choses.

On comprend pourquoi la publication de ce livre ne peut être perçue par la direction du PCF que comme une formidable agression. Car il suffit qu'une main habile entrebaille la porte pour que le grand vent de l'Histoire renverse les fragiles

constructions idéologiques des bureaucrates.

Les morts et les gisants

Kanapa, quel que soit son talent à prendre des notes, qui fait que celles-ci semblent restituer intégralement les entretiens dont il est question, n'était pas, bien sûr, un simple scribe. La force de l'opération *Kremlin-PCF* ne tient que par l'importance du rôle joué par Kanapa dans la direction du PCF au cours de ces années.

Ce qui, en effet, autorise aujourd'hui certains à l'utiliser contre les « vivants » !

Kanapa, à travers les divers écrits aujourd'hui connus qu'il a laissés et ceux dont on considère qu'il fut l'inspirateur, apparaît avoir joué un rôle décisif dans la volonté du PCF au cours de ces années de marquer ses distances par rapport à Moscou.

Le moment clé de ce tournant a bien été l'année 1968, marquée par le mouvement de mai en France et par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, toutes deux mettant le PCF en grave porte à faux.

C'est alors que va s'engager une élaboration théorique et que vont s'accomplir des évolutions politiques au sein de plusieurs partis communistes, dont le PCF : ce qu'on a généralement appelé « l'eurocommunisme ». Notion que Kanapa, tout en critiquant le terme, ne récuse pas. Il va même jusqu'à consacrer un numéro spécial de la revue dont il est directeur, et dont Francis Cohen est rédacteur en chef, *Recherches internationales*, à ce thème de l'eurocommunisme (7).

Mais le texte le plus important de lui est sans doute la conférence qu'il a prononcée à l'école centrale du PCF sur : *le Mouvement communiste international hier et aujourd'hui*. Texte qui a été publié dans *France nouvelle* dans ses numéros 1673 et 1674, en décembre 1977.

Kanapa y expose une histoire du mouvement communiste international où domine une tendance fondamentale à l'autonomie croissante des différents partis qui le composent. La dissolution de l'Internationale communiste en 1943, puis celle du Kominform en 1956 sont présentées comme des jalons de cette évolution positive. Kanapa défend l'idée qu'il convient d'abandonner les « conférences internationales des partis communistes » qui constituent une survivance de ce passé révolu.

6. « 1956 : le choc du XX^e Congrès du PCUS », introduction de Roger Martelli, Editions sociales.

7. « Recherches internationales », n° 88-89, 1976.

« Chercher à définir une stratégie commune à ces partis à partir de l'analyse abstraite du capitalisme monopoliste d'Etat ne peut aboutir qu'à l'élaboration d'une recette stérile, d'un niveau de généralité la rendant inutilisable », écrit-il. Et aussi : « La grande diversité des situations et des lignes politiques des partis rend désormais impossible l'élaboration — fut-elle collective — d'une stratégie commune à tous les partis. »

Cette vision de l'histoire du mouvement communiste international constitue une virulente mise en cause du Kremlin et du rôle de dirigeant tout puissant qu'il joue à la tête de ce mouvement. La direction du PCUS se voit, en effet, accusée de bloquer l'évolution engagée par le XX^e Congrès. Un des documents publiés dans *Kremlin-PCF* confirme que telle était bien la pensée de Kanapa dès 1968. Dans une note confidentielle destinée à Waldeck Rochet, il analyse les évolutions du Kremlin en ce domaine.

Contre cette résurgence du stalinisme, Kanapa dénonce avec virulence les méfaits du monolithisme, « ferment de dogmatisme, de stagnation de la pensée », et de la subordination des partis communistes, « aucun parti ne peut exercer la régence du mouvement communiste », le PCUS ne saurait être le « mentor » du mouvement.

Il s'agit donc, fondamentalement, de secouer la lourde tutelle du Kremlin.

Cette tentative revient à démarquer le PCF du « modèle soviétique », en montrant que le PCF n'a pas à assumer les crimes staliniens et les atteintes aux libertés en URSS et dans les pays de l'Est qui entachent gravement l'image même du socialisme : « Nous ne sommes pas d'accord avec le fait que, dans un pays socialiste, qu'il s'agisse de l'Union soviétique ou de la Tchécoslovaquie, on ne puisse tolérer l'expression d'idées opposées à la politique du parti communiste ou de l'Etat, voire du socialisme lui-même. »

Parce que, à ses yeux, une telle démarcation est la condition nécessaire pour, en France, proposer avec quelque crédibilité, une stratégie spécifique de passage au socialisme : « La persistance de pratiques que nous réprouvons, l'impossibilité de nous accorder la-dessus peuvent conduire à se demander s'il n'existe pas là une divergence sur la conception que nous avons, les uns et les autres, du socialisme. Pour nous, le socialisme c'est la démocratie "jusqu'au

bout", pour nous, socialisme et libertés sont indissociables. »

Il s'agit, du coup, de prévenir toute ingérence des Soviétiques dans les affaires intérieures du PCF au nom... de « l'internationalisme prolétarien » ! « C'est en luttant pour l'accession dans le meilleur délai des travailleurs français à la direction des affaires de notre pays que nous remplissons notre principal devoir internationaliste », précise Kanapa...

Toute l'argumentation de Kanapa apparaît, avec le recul du temps, prudemment pesée et soigneusement calculée. Pour une évidente raison : cette urgence à affirmer son attachement aux libertés, de proposer un « socialisme démocratique », est nécessairement facteur de conflit avec les Soviétiques. Se démarquer sans rompre : tel est le moyen de maîtriser cet inévitable affrontement.

L'abandon de la notion de dictature du prolétariat, à la veille du XXII^e Congrès, sans débat, a valeur de symbole : il s'agit d'un message en direction du Kremlin, un défi codé et contrôlé.

Le PCF n'étant pas le PC tchèque, la direction sait bien qu'elle n'a rien à craindre des chars russes. Mais elle sait aussi que la menace une punition du type de celle infligée au parti communiste espagnol. C'est pourquoi il

ne saurait être question de brutaliser le « grand frère ». « Le bilan des soixante ans qui se sont écoulés depuis octobre 1917 est pour l'essentiel positif et témoigne de la supériorité du socialisme », écrit Kanapa. Marchais n'oubliera pas la leçon : le « bilan globalement positif » restera la pierre de touche de la fidélité au Kremlin. Mais ce que voulait Kanapa c'était exploiter les faiblesses révélées par le PCUS, à l'occasion du XX^e Congrès et des éclatements qu'il a provoqués, pour accroître la marge de liberté du PCF.

La publication des « notes de Kanapa » a une fonction, non pas historique, mais politique, en ce qu'elle ravive et confirme ce qu'on savait des évolutions de cette époque au sein du PCF.

Elle suffit à bousculer la laborieuse chronologie établie par la direction qui voudrait qu'après le « retard de 1956 » et les difficultés, sur vingt-cinq ans, à se dégager d'une conception erronée de l'union, le PCF est aujourd'hui porteur d'une stratégie élaborée à partir du XXII^e Congrès, mais enfin achevée et débarrassée des scories des anciennes erreurs.

Mettre Kanapa en avant, c'est d'abord faire apparaître que les élaborations les plus audacieuses,

Entretien Léonid Brejnev-Waldeck Rochet (extraits)

Au Kremlin, le 4 novembre 1968.

Brejnev montre tout un dossier et dit :

« Voilà, tout ça est dirigé contre le PCF. »

« Quel dilemme ! D'autant plus que pendant cinquante ans, nos deux partis ont toujours été unis et que cela a été si important pour nos partis, pour tout le mouvement. »

« Une fois de plus, je voudrais souligner l'importance de votre initiative et aussi de notre acceptation — car ça présente une grande importance pour tout le mouvement. »

« Depuis cinquante ans, nos deux partis ont toujours été unis, nos relations reposaient sur l'identité de vue sur toutes les grandes questions internationales. Unité de vues concernant la lutte anti-impérialiste. »

« Nous avons toujours appuyé la lutte du PCF contre les forces intérieures de la réaction et hautement apprécié le concours, l'identité de vues du PCF concernant notre activité. On ne peut ni l'oublier ni changer cela. » (p. 180)

« Les PC ne doivent pas perdre de vue le danger réformiste, opportuniste de droite. Il nous semble que, ces dernières années, occupés par la lutte contre le gauchisme maoïste, certains partis ont oublié la lutte contre le réformisme. Certains partis sont prêts à passer par dessus nos principes, à estomper la lutte de classe, à abandonner le terme de dictature du prolétariat. (...) »

« La situation qui se crée dans les pays développés va pousser à des batailles décisives. Dans cette situation, les PC doivent être prêts à n'importe quel tournant. Ne pas abandonner le drapeau révolutionnaire à d'autres. C'est les PC qui doivent se présenter comme le mouvement révolutionnaire devant la classe ouvrière, orienter justement. » (p. 193-194)

quelles que soient leurs limites, ont été réalisées au cours des années soixante-dix, à la jointure entre le règne de Waldeck Rochet et celui de Marchais, alors que Kanapa jouait un rôle décisif dans la direction du PCF.

« Les orientations politiques fondamentales du PCF ne sauraient varier au gré de la conjoncture. Elles sont le fruit d'une démarche de principe dont le premier exposé systématique se retrouve dans ce que l'on appelle le Manifeste de Champigny, adopté par notre parti en 1968. Les différentes composantes de notre stratégie ont été approfondies successivement dans le programme PCF Changer de cap en 1971 [auquel le programme commun de 1972 doit beaucoup], le Défi démocratique de Georges Marchais en 1973, notre projet de Déclaration des libertés en 1975 — pour aboutir à l'événement politique majeur que constitua le XXII^e Congrès de notre parti, en février 1976. Le tout récent livre de Georges Marchais Parlons franchement est une nouvelle étape de cet approfondissement ininterrompu. Peut-être certains sont-ils tentés de se demander si ce cheminement n'aurait pas dû se produire plus tôt. Il nous arrive aussi d'y réfléchir (8). »

Toutes les prétendues « découvertes théoriques » réalisées par la direction actuelle ces dernières années sont bien dans ces textes. Y compris, déjà suggéré, le fameux « retard » !

Or, les deux vecteurs de cette « rénovation » étaient, au nom de la nécessaire « voie démocratique au socialisme », la prise de distance avec l'URSS et la recherche de l'union avec le PS.

Resituer ainsi les problèmes c'est donc faire apparaître que, loin d'innover et même approfondir l'évolution initiée avec Kanapa, la direction Marchais, à un moment donné, a freiné puis bloqué cette évolution. Au-delà des péripéties dont il est difficile de dénouer les fils, sur ces deux questions clés il y a bien eu « recul ». Et « l'eurocommunisme » a vécu !

Kanapa insistait sur le fait que « l'eurocommunisme constituait une « voie démocratique et révolutionnaire vers le socialisme », et qu'il ne s'agissait pas d'une « variante de la social-démocratie ».

On voit qu'il est possible d'opposer systématiquement les « avancées » réalisées sous la houlette de Kanapa aux « reculs » imposés sous la férule de Marchais sur ces deux questions décisives des rapports avec l'URSS et de l'union avec le PS. Quant aux véritables innovations des

dernières années, la « stratégie auto-gestionnaire », le « socialisme pas à pas » et les « nouveaux critères de gestion », leur cohérence « révolutionnaire » laisse pour le moins à désirer...

L'opacité de l'opération consistant à publier les notes de Kanapa concernant l'été 1968 tient précisément au fait que rien n'est dit sur ce que sont, en positif, ses objectifs. Pour ébranler la cohérence de la direction à la veille du XXV^e Congrès il suffit d'éclairer l'obscurité présente de quelques lumières venues du passé, d'évoquer les morts pour dénoncer les mensonges des vivants.

A croire qu'il n'est plus besoin de proposer des issues !

On ne saurait y voir meilleur symbole de la lente agonie du stalinisme. A l'heure du crépuscule, toutes les voies du possible se font impasses et les combats complots.

Inprecor

Dans son numéro du 7 janvier 1985, la revue *Inprecor* publiera un dossier spécial sur la crise des partis communistes en Europe.

Hier la «rénovation», aujourd'hui la «restauration»

Nicolas JEANSON

IL faut se rendre à l'évidence : l'affrontement entre l'école laïque et l'école privée en cachait un autre. La guerre scolaire a rebondi, sous la forme de la querelle instruction ou éducation. Car l'école est partout. Elle fait partie des priorités affichées par le gouvernement comme par les partis de droite. L'Éducation nationale est devenue l'objet, dans ses personnels, de la convoitise des confédérations syndicales. Les pamphlétaires, et leurs éditeurs, ont trouvé dans l'école le créneau porteur (voir encart). Un des best-sellers de la rentrée n'est-il pas consacré aux « profs » ? Pas une revue qui n'ait consacré un récent numéro à l'école. Et la télévision n'est pas en reste, par Hamon-Rotman ou Pivot interposés.

L'écume médiatique est portée par une vague, sinon une lame de fond. L'école s'est installée au cœur des luttes politiques ; et elle y restera aussi longtemps que les racines profondes de sa crise ne seront pas arrachées. Que cela plaise ou non, la question scolaire est devenue incontournable pour toute organisation ouvrière. Pourquoi, donc ?

La gauche sans projet

Dans l'éducation, plus qu'ailleurs, l'accession de la gauche au gouvernement a précipité des évolutions anciennes, et agi comme un révélateur. Les tensions contenues dans le système de formation tendent à exploser, dès lors que la gauche fait la démonstration de son impuissance à les résorber. S'il est un terrain où la gauche était attendue, forte de ses idéaux et de son implantation dans le milieu enseignant, c'était celui de l'école. Et rien, ou presque, n'est venu. Tout reste à faire : l'amélioration réelle de la formation des enseignants ; un programme de rénovation et de construction des locaux scolaires ; l'amélioration des conditions matérielles de travail, à commencer par les vingt-cinq élèves par classe ; la lutte contre l'échec scolaire, dès l'école élémentaire ; la garantie d'une qualification professionnelle pour tous les jeunes sortant du système de formation ; le changement des contenus enseignés ; la construction d'un collège unique, dans la perspective d'une scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans ; sans parler de l'unification laïque !

L'expérience gouvernementale est un décapant corrosif : la gauche se révèle, en fait, démunie de

projet scolaire. C'est si vrai que Chevènement tient un discours inverse à celui de Savary au nom du même programme socialiste. Hier, la « rénovation », aujourd'hui la « restauration ».

A la question « que veut la gauche pour l'école ? », les mieux informés seraient en peine de donner une réponse concrète. L'absence de projet mobilisateur, de plan de réforme immédiate et de propositions populaires pour l'école n'est pas pour rien dans la relative indifférence avec laquelle le monde du travail a suivi la guerre scolaire. De même que les idées deviennent, en certaines circonstances, des forces matérielles, de même l'anesthésie de l'opinion ouvrière sur la question scolaire pendant des décennies s'est transformée en passivité au moment où elle devait s'exprimer haut et fort.

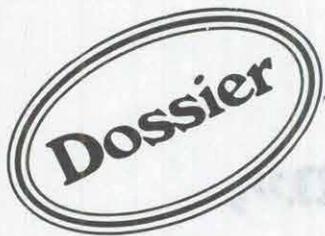
Or, la politique ayant horreur du vide, l'espace abandonné par le « peuple de gauche » est occupé par les envahisseurs de droite et les nostalgiques de l'ancien régime à l'école. Ceux-là partagent le même postulat : l'école est un lieu hors du temps et de l'espace ; sa crise n'a que des causes internes ; et toute mesure qui prétend intégrer l'évolution sociale ne peut qu'aggraver la crise de l'institution. Telle est la base d'une idéologie de réaction, au sens strict : réaction aux transformations historiques (la « massification » de l'enseignement n'est pas la moindre) ; réaction à la critique de la sélection sociale à l'école. Ce mouvement de retour de bâton idéologique a trouvé sa base matérielle et politique dans l'expérience de la gauche au gouvernement.

D'abord, parce qu'une partie de l'opinion interprète l'échec de Savary et de Chevènement comme la preuve de l'impossibilité à mener une politique scolaire démocratique.

Ensuite, parce que, parmi les enseignants, la lassitude s'installe : lassitude d'attendre le changement ou de se heurter aux blocages ; lassitude de servir de boucs émissaires à la crise de l'école ; lassitude de la culpabilisation devant l'échec scolaire.

L'idéologie restaurationniste

Là réside la force de l'idéologie restaurationniste : elle prétend déculpabiliser les enseignants, en leur fournissant au passage une orientation élitiste. Dans le discours de Chevènement aux enseignants, la restauration signifie ceci : « Ne nous demandez pas de



combattre les inégalités sociales, nous ne vous demandons pas de lutter contre la sélection sociale à l'école. » Le nouveau ministre propose la paix au milieu enseignant, au prix d'un renoncement réciproque.

La base de l'armistice est donc claire : c'est la fonction sélective de l'institution scolaire. Les rapports entre le système de formation et le système social sont volontairement occultés, de même qu'est niée toute transformation de l'un et de l'autre.

Or, si l'impuissance de la gauche à l'école exerce de tels effets dévastateurs, c'est qu'elle entre en phase avec des tendances lourdes, pour beaucoup extérieures à l'institution scolaire. Il faut donc réaffirmer ce qui paraissait acquis, voire banal...

1. La durée de la scolarité s'est prolongée. L'âge légal de fin de scolarité est passé de onze ans (inclus) depuis Jules Ferry, à treize ans avec le Front populaire, et quinze ans sous la V^e République. En 1959, six élèves sur dix quittaient l'école à treize ans. 40 % environ d'une génération échappaient à un véritable enseignement de second degré. Le collège, de la 6^e à la 3^e, est né de cette évolution. Au-delà de la scolarité obligatoire, le taux de scolarisation de la tranche d'âge des 15-19 ans n'a cessé de croître : 32,5 % en 1960 ; 45,2 % en 1970 et 51,3 % en 1975. Entre 1968 et 1982, les effectifs scolaires ont été multipliés par 3,5 dans les lycées d'enseignement général, par 3,7 dans les lycées d'enseignement professionnel, et par 4,1 dans les universités.

Cette « massification » de l'enseignement suffirait à démontrer que le niveau général de formation s'élève. Mais, pour la réaction, il prouve l'inverse : plus la masse s'élève, plus l'enseignement baisse. « Pour la classe dominante, si tout le monde peut arriver dans les premiers, le jeu n'a plus d'intérêt. Si tous les coureurs de Tour de France arrivent sur les Champs-Élysées en peloton groupé, le Tour de France n'a plus d'intérêt (1). » Il faut donc que « le niveau baisse », même si près de 30 % d'une classe d'âge obtient le baccalauréat, contre 5 % trente ans plus tôt !

2. La croissance des effectifs scolarisés est largement le produit d'une pression sociale. « Dans la première moitié de ce siècle, près de 40 % des enfants de chaque génération quittaient l'école sans atteindre les exigences du certificat d'études. La société s'en accommodait parce que l'insertion professionnelle dans l'exploitation agricole familiale, comme manœuvre de l'industrie et du bâtiment, comme apprenti dans l'ar-

tisanat ou le commerce, ne nécessitait à l'époque qu'un faible niveau d'instruction (2). » Le développement du salariat, et l'aspiration populaire à la qualification et à la culture, ont investi l'école d'une forte demande.

3. La crise économique et sociale du système capitaliste pèse lourd sur l'école. D'abord sur ses conditions matérielles de fonctionnement, frappées par l'austérité. Mais la crise modifie aussi le comportement des familles et des jeunes. Le chômage massif déprécie la valeur du diplôme sur le marché du travail, mais il en revalorise le rôle en tant que protection relative pour l'accès à l'emploi. Ainsi, malgré la charge financière qu'elle induit sur un revenu réel en stagnation ou en baisse, la tendance à la prolongation des études se maintient. On attend donc davantage de l'école, au même moment où on lui attribue la responsabilité du chômage massif des jeunes par une sorte d'illusion d'optique (ne « sort-on » pas de l'école, pour « entrer » dans la vie active ?)

4. L'échec scolaire reste massif : 32,7 % des élèves sortent du système sans qualification professionnelle ; 32,4 % n'ont aucun diplôme. Malgré l'existence du prétendu collège unique, les classes pré-professionnelles de niveau (CPPN), véritable filière de relégation, scolarisaient encore 17 % des élèves de premier cycle en 1981. Le caractère social de la sélection ne s'est pas démenti : par exemple, parmi les 100 000 élèves qui quittent le collège en fin de 5^e pour s'orienter vers les LEP, 55 % sont issus de familles ouvrières, et 0,8 % sont enfants de cadres supérieurs.

Comment donc ignorer l'inter-relation entre le système scolaire et le système social ? Comment prétendre tenir un discours savant sur l'école, à la façon de Milner (3), sans dire un mot — un seul ! — de l'histoire et de la société ?

Isoler l'école, l'enfermer dans sa propre logique institutionnelle, engendre inévitablement une idéologie réactionnaire qui se formule ainsi : c'est l'évolution sociale qui a perverti l'école ; celle-ci sera restaurée par un retour aux sources, à Jules Ferry ; par un retour à ses finalités, la promotion des « valeurs républicaines », et la « sélection des élites ».

Haro sur l'école unique

Il faut au contraire commencer par remettre l'école sur ses pieds, c'est-à-dire dans les rapports sociaux où elle s'insère. Pour comprendre qu'elle est au cœur d'une contradiction : entre la montée des exigences à son égard (exigence démocratique, exigence de qualification) d'une part, et, d'autre part, les limites de son fonctionnement (inadaptation de ses structures) dans un système inégalitaire et en crise.

Les familles populaires veulent « plus d'école » : le système ne peut répondre à cette demande. Les familles veulent moins d'échec scolaire : le système a besoin de l'échec scolaire. Les tensions s'accumulent donc dans l'école dans le même temps où ses « usagers » en attendent davantage.

La persistance de ces tensions encourage les mouvements de repli. La classe dominante sonne le glas de « l'école unique » et met à mort la « démocratisation ». Quant aux familles de cadres moyens, de

professions indépendantes et d'employés, « *dépourvues de patrimoine économique, elles fondent toute leur stratégie sociale sur l'acquisition par leurs enfants d'un patrimoine culturel* » (4). Ce sont sans doute ceux qui subissent le moins l'échec scolaire qui en parlent le plus fort : non pour le combattre, mais pour le contourner. Ils imposent l'idée que la rentabilité scolaire du système de formation ne pourra être retrouvée qu'au prix de solutions ségrégatives.

Ils veulent des écoles et des classes homogènes : les petits Français avec les petits Français, les bons élèves avec les bons élèves, voire les gosses de riches avec les gosses de riches.

L'incapacité de la gauche à mettre en œuvre des solutions nationales dans l'école obligatoire, a incontestablement aiguïté l'individualisme familial et le recours à la « débrouille » : non seulement dans le comportement des parents, mais dans leur conscience des problèmes réels.

Beaucoup veulent échapper au sort commun que réserve l'école publique en général, et le collège unique en particulier. Ce n'est pas par hasard si ces deux questions ont surgi au même moment avec force : celle du collège unique autour du « projet Legrand » et celle de l'unification laïque de l'enseignement. La coïncidence temporelle entre ces deux conflits, laïcité et collège, traduit l'identité des enjeux qui leur sont attachés : d'un côté, l'école unique, de l'autre l'école multiple.

L'école privée, en effet, n'est plus tant l'école confessionnelle que l'école non publique : c'est-à-dire une école où la seule démarche de s'y inscrire suffit à sélectionner la population scolaire ; une école qui préserve l'enfant du brassage social, même relatif, du service public. Une école-souape donc, pour usagers favorisés.

D'où la mobilisation qui s'est engouffrée derrière sa défense : certes, la droite et la hiérarchie catholique y ont mis bonne main et bonnes finances, mais elles ont aussi gagné une bataille politique auprès de couches sociales intermédiaires et politiquement

hésitantes, en les convaincant que leurs intérêts à l'école passaient par l'isolement de leurs enfants dans un univers socialement protégé et homogène.

Même refus de l'école unique dans les collèges. Certes, les filières y ont été formellement supprimées ; mais il reste les CPPN ; mais les paliers de sortie, notamment en 5^e, n'ont pas disparu ; mais les inégalités d'un collège à l'autre sont considérables ; mais les élèves sont encore souvent regroupés par niveau dans les classes.

Le collège unique n'existe donc pas. C'est une constante de la classe dominante d'avoir toujours échappé à l'école unique. Les écoles communales de Jules Ferry (dont la bourgeoisie entretient aujourd'hui la nostalgie) n'ont jamais été pour elle : ses enfants fréquentaient les « petites classes » payantes des lycées. Les classes de 6^e des lycées étaient fermées par un examen d'entrée et les enfants du peuple étaient orientés vers les cours complémentaires ou vers le primaire supérieur. C'est la même ségrégation sociale qui se reproduit au collège, dans des structures nouvelles et modifiées.

Le problème principal de la bourgeoisie à l'école est désormais de consolider une filière de formation homogène pour ses enfants. Il y a deux chemins pour conduire à ce résultat. Le premier, c'est le renforcement des inégalités horizontalement entre les établissements scolaires, afin que chacun regroupe des populations homogènes. Pour cela, quel meilleur moyen que l'introduction de la concurrence dans l'Education ? Concurrence double : celle de l'école privée contre l'école publique ; et celle introduite entre les établissements publics eux-mêmes. D'où la valorisation du « modèle » de l'école privée. D'où la campagne pour « le libre choix des familles », c'est-à-dire la possibilité pour les uns de choisir « leur » établissement, et le « choix » pour les autres des écoles-ghettos.

Ce chemin-là est aujourd'hui emprunté par les « libéraux » de droite et de gauche. Côté droite, les giscardiens, dont Alain Madelin et son « école à la

Une production abondante

Les pamphlets ne manquent pas. Evitez sans regret : — *L'Enseignement en détresse*, Jacqueline de Romilly, Julliard : un élitisme fort désuet ; mais l'auteur échappe à la grossièreté de ses concurrents.

— *Le Massacre des innocents*, Michel Jumilhac, Plon : mon beauf a pris sa plume ; lisez plutôt un polar.

— Dominique de la Martinière s'est fendu d'une « *Lettre ouverte* » qui ne nous a pas assez marqué pour qu'on en retienne le titre et l'éditeur ; cf. auteur précédent.

Dans la catégorie des auteurs dont la jeunesse fout le camp, et des gauchistes qui « en sont revenus », vous pouvez lire, mais vous n'apprendrez rien :

— M. T. Maschino : il y a dix ans, il publiait *Vos enfants m'intéressent* ; aujourd'hui, il nous livre : *Vos enfants ne m'intéressent plus* (sic). Question : Maschino intéresse-t-il les enfants ? Devant le succès de cet ouvrage dépité, et

grâce aux courriers des lecteurs qu'il lui a valu, l'auteur persiste et signe : *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* Le titre suffit à l'ouvrage. Le tout est publié par Hachette.

— Milner (*De l'école*), par ses origines maoïstes, fait-il partie des gauchistes reconvertis ? Despin et Bartholy (*Le Poisson rouge dans le perrier*) ne semblent pas, eux, être revenus du PCI. Mais les deux livres sont sur le même créneau : la dénonciation du grand complot des cathos, des instits et des gestionnaires contre l'école (cf. l'article suivant).

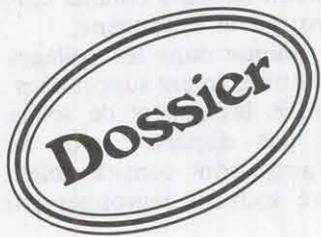
Parmi les revues, signalons :

— *Pouvoirs*, publié par le CNRS aux PUF.

— *Le Débat*, n° 31, septembre 1984, chez Gallimard. Où Milner sort en mauvais état des critiques de Baudelot, Establet, Passeron et quelques autres.

— *La Revue politique et parlementaire*, de juillet-août 1984 : des articles écrits avant la démission de Savary, entièrement à la gloire de l'ancien ministre de l'Education nationale...

— *Politique aujourd'hui* : le premier numéro de cette revue qui reparait, sous la direction de Paul Noiro, contient un volumineux dossier sur l'école. Une lecture intéressante.



carte ». Il propose de faire dépendre le financement des établissements du choix des familles ; celles-ci se verraient attribuer un « chèque scolaire », et le chef d'établissement se ferait payer auprès du Trésor public les chèques collectés.

Côté gauche, on trouve la « deuxième gauche », dont le raisonnement tient en ceci : éclatons nous-mêmes le service public, avant que la droite ne le fasse elle-même. Autrement dit : provoquons l'explosion pour prévenir l'effondrement ; nous pourrions au moins prévenir les traîneurs d'éviter la zone dangereuse !

Le deuxième chemin conduisant aux filières de formation, c'est la « restauration ». C'est le but des discours pieux sur « l'instruction » et Milner n'abîme pas sa plume à parler du sujet : il est « ailleurs », il écrit « d'un autre lieu » ; son rôle, aussi éminent que son statut universitaire, se borne à planter le décor. Il réhabilite la sélection, d'autres se chargent de justifier les inégalités sociales et de mettre un terme à cette chimère de l'école unique jusqu'à seize ans. Milner disserte, FO enterre le tronc commun, et la droite prépare les plans. Elle n'est d'ailleurs pas fâchée du discours et des mesures de Chevènement. A l'école comme ailleurs, le gouvernement de gauche ouvre la voie à ses successeurs !

Réaction sur toute la ligne

La « restauration » n'est pas seulement un thème d'agitation idéologique. C'est une arme dangereuse, et une mauvaise politique. Restaurer l'école de la République, c'est, en effet, mettre à l'honneur dans les programmes de l'enseignement, en histoire ou en instruction civique, le « patriotisme » au sens réactionnaire : un franco-centrisme exclusif à l'égard de toutes les cultures, par exemple de celles des enfants issus de l'immigration.

Restaurer l'instruction, c'est, sous les mots, renforcer la sélection dans l'école, sans rien modifier de ses contenus et de ses méthodes. C'est prendre son parti de la sélection sociale.

Enfin, la « restauration » s'oriente vers la constitution de deux filières séparées d'enseignement dès la 5^e : selon les intentions affichées par Chevènement, les classes de 4^e et de 3^e des collèges conduiraient au seuil des lycées. A côté, les LEP (où l'on prépare aux CAP et aux BEP) verraient étendre leur mission aux

bacs techniques et aux brevets de techniciens supérieurs. Ainsi serait formalisée une filière d'enseignement technique. Deux réseaux seraient reconstitués, sur la base de l'abandon de tout projet de « tronc commun » pendant la période de la scolarité obligatoire. La restauration est synonyme de ségrégation.

La politique réactionnaire de Chevènement, combinée avec la décentralisation du service public et le développement de l'autonomie des établissements, amplifiera mécaniquement les inégalités sociales devant l'école et l'instruction. C'est à ce titre qu'elle doit être combattue, et pas seulement par les enseignants et quelques « spécialistes », mais par le mouvement ouvrier dans son entier. Ses intérêts de classe sont mis en jeu.

Quant aux effets de la politique du ministère sur le milieu enseignant, ils sont déjà sensibles. Après que Savary ait culpabilisé les enseignants pour leur manque d'initiative, voici que Chevènement vient casser une série de « projets ». Une fois, les enseignants n'en font pas assez ; le lendemain, ils en font trop. Dans le doute, désormais, la plupart s'abstiendront. Mais le dépit et l'amertume s'accumulent. C'est la revanche des « traditionnalistes » sur les « innovateurs », avant que ces derniers n'aient eu le temps d'aller au bout de leur pratique.

Ce qui n'était qu'une « différence » de pratique pédagogique tend alors à se transformer en division idéologique du corps enseignant. Laquelle division ne recoupe pas toujours les clivages politiques. Toutes les cartes sont en quelque sorte brouillées dans le milieu, surtout dans les collèges. Il ne manque plus alors au démantèlement du corps enseignant qu'une initiative organisationnelle de nature à formaliser les clivages : les « pédago » au SGEN-CFDT, les « tradi » à FO, les « corpo » à la FEN...

Unité du service public, unité du syndicalisme enseignant et unité de l'école pour tous les élèves de la scolarité obligatoire : ces trois objectifs sont étroitement liés. Pour les défendre, il ne manque pas d'individus : il manque un haut-parleur à leurs voix. Il manque l'organisation qui fait la force. La grande mode de la restauration ne tiendrait pas longtemps devant quelques milliers d'enseignants déterminés et confiants. Ceux-là ont besoin d'un nouveau parti, d'un vrai parti, et d'un parti vraiment à gauche.

1. « Les Enseignants persécutés », Patrice Ranjard, éditions Robert Jauze, p. 27.

2. « Politique aujourd'hui », « Pour un enseignement bien tempéré », Henri Provisor, p. 75.

3. « De l'école », Le Seuil.

4. « Politique aujourd'hui », « La paix scolaire », François Hincker, p. 46.

Les pamphlétaires de la croisade antipédagogie

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale a lancé un appel « historique » aux enseignants. « *N'oubliez pas que notre tâche principale, c'est l'instruction des enfants qui nous sont confiés, la transmission des savoirs qu'ils doivent apprendre à maîtriser (...) Tout n'est pas dans l'argent. Beaucoup dépend de la motivation, de l'initiative et de l'enthousiasme des hommes.* »

Libération ne s'y trompe pas et titre, reprenant la formule du président de la société des agrégés : « *La récréation commencée en 1968 est terminée, la cloche a sonné.* »

Le discours est surprenant de la part de ceux qui disaient vouloir « démocratiser l'école », mais d'un certain côté, il plaît ; à la confédération Force ouvrière par exemple. FO ne veut pas d'une école pour tous, comme le montre bien ce morceau « choisi » de sa résolution préparatoire au congrès confédéral de novembre 1984 : « *Tous les parents, tous les éducateurs, tous ceux qui voient vivre des enfants savent combien ils sont différents les uns des autres et savent qu'il est utopique de vouloir faire absorber le même enseignement à tous de l'âge de six ans jusqu'à quinze ou seize ans, à moins de tomber à un minimum de savoir qui ne satisfait personne (...) Pourquoi l'école détruit-elle l'esprit de compétition, pourquoi celui qui ne fait aucun effort est-il à l'aise alors que ceux qui obtiennent les meilleurs résultats sont à moitié culpabilisés ?* »

Il y a un peu plus de cinquante ans (en 1932) que le ministère de l'Instruction publique a été remplacé par celui de l'Éducation nationale ; il n'y a plus d'instituteurs que militaires ou « ex-coloniaux », c'est un « corps en extinction »... Mais, fin 1984, voilà que le mot « éducation » pose problème.

« On n'instruit plus », « la moralité se perd », « le niveau baisse », voilà de beaux sujets pour la réaction, actuellement opposition. Il est plus surprenant de trouver parmi les thuriféraires... des enseignants de gauche. Edités un peu avant toutes ces fracassantes déclarations, certains auteurs avaient senti l'air du temps. A ce titre, leurs « arguments » valent d'être relevés.

« Le poisson rouge dans le perrier »

J. C. Despin et M. C. Bartholy, professeurs au lycée Jeanson de Jailly, sont les auteurs d'un livre vigoureusement promotionné l'an dernier par *Informations ouvrières* et les militants enseignants du PCI : *le Poisson rouge dans le perrier*. Ce pamphlet, qu'il serait élogieux de qualifier de médiocre, n'a rien du caractère rafraîchissant que son titre pourrait suggérer. Qu'on en juge ! Nos deux professeurs interrogent une institutrice en vue d'analyser l'enseignement primaire. L'interview adopte la forme des dialogues socratiques. L'institutrice répond presque

toujours « oui » ou « ben voilà » (sic !) aux questions posées. Le ton est vite donné. Nos auteurs, qui se disent « *au-dessus des partis* » sont scandalisés par l'actuelle « *régression intellectuelle* » constatée par eux dans le secondaire ; ils sont remontés au « *monde secret du primaire, avec sa psychologie, sa psychopédagogie, ses manipulations, son tâtonnement expérimental* »... La première partie du livre examine, c'est son titre, « *six recettes pour crétiniser les masses* ». Ils énumèrent : « *Ne rien apprendre, partir des motivations, partir du vécu, thématiser, enquêter, créer.* »

Les tenants de la nouvelle pédagogie, les inspecteurs, et le syndicat — le SNI (FEN) — sont impliqués dans le complot obscurantiste. Despin et Bartholy citent pêle-mêle les bulletins syndicaux, le code Soleil (consignes officielles pour les enseignants), les circulaires ministérielles. Les moyens employés par les instituteurs pour enseigner ne trouvent aucune grâce à leurs yeux. Le problème de la transmission des connaissances ne les tracasse pas beaucoup : ils appellent cela la « *pédago-soupe* ». Ils ne s'intéressent qu'aux contenus, jamais à la forme. Les meilleurs élèves ne se débrouillent-ils pas toujours ? Despin et Bartholy sont très exigeants, ils n'admettent pas qu'un instituteur introduise son sujet à partir de l'expérience des enfants, et verse ainsi dans « *l'occasionnalisme, l'enseignement d'occasion* ».

La deuxième partie du livre traite « *des matières qui se meurent et de la forme qui se perd* ». Là, nos auteurs y vont fort : trois petits chapitres leur suffisent à réfuter quarante ans de pédagogie, ainsi que Foucault, Dolto, Bettelheim, Foucambert et quelques autres... Enfin la troisième partie est consacrée aux « *sept piliers de la folie pédagogique* » ; le mélange fait partie de la méthode, peu scrupuleuse, de Despin et Bartholy ; il n'est pas explosif, mais les vapeurs qu'il dégage obscurcissent la vue. On trouve, cités ici dans l'ordre de la table des matières : la psychologie de Piaget, la mathématique bourbakienne, la linguistique, la nouvelle histoire, la hiérarchie éducative, l'appareil syndical... et les entreprises privées ! La conclusion est un « appel au peuple » : « *Apprendre est une contrainte où se mêlent d'ailleurs la joie et la peine* », « *L'enseignement est fait pour enseigner* » ! Est-il étonnant que P. Chaunu (de l'Institut et... de Laissez-les vivre) ait fait l'éloge de ce mauvais pamphlet dans *le Figaro* ?

« De l'école »

Le livre de J. C. Milner, *De l'école*, est d'une autre tenue intellectuelle. S'il échappe au ridicule mesquin et haineux du *Poisson rouge*, il exprime autant de fiel, avec la réthorique en sus. Milner analyse d'abord ce qu'il nomme, et les mots ont ici tout leur sens, « *les forces ténébreuses* ». L'école repose sur une « Triple Alliance » et une Réforme considérée comme unique depuis quarante ans, au-delà des aléatoires événements historiques auxquels Milner ne prête pas attention. La Triple Alliance est celle des chrétiens, des gestionnaires et de la Corporation. La Corporation, c'est l'horreur à l'état pur : « *Un dispositif moral et matériel où se trouvent enserrés et confondus les instituteurs et PEGC de toute nature. Le SNI en est la forme visible et audible ; il prétend agir et parler au*

Dossier

nom de ceux qu'il regroupe. Il ne fait en vérité que susciter en eux et verbaliser leurs passions basses : leur honte de ne plus être ce qu'ils ont été et qu'ils pourraient et devraient être toujours ; leur ressentiment à l'égard de ceux qui dans leurs propres rangs et dans les autres corps d'enseignement, parviennent encore, tant bien que mal, à être ce qu'ils doivent être. »

Milner s'en prend ensuite à « la pensée naturelle de l'école : une décomposition ». Il nous fait parcourir les « romans » de l'école : le roman édifiant (des chrétiens), le roman du reflet (social), le roman pédagogique, le roman de l'échec, le roman technologique et le roman sociologique. Ces romans composent une sorte de « mythologie » de l'école. Tout cela pour en venir à ce qui fait l'originalité de son essai : « ruine de l'école et misère des intellectuels ». Voilà qui, plus que l'échec scolaire et la réfraction des conflits sociaux dans l'institution scolaire, passionne cet éminent universitaire. Il termine par une définition des savoirs qu'il pense nécessaire de défendre contre « l'ignorantisme militant » des journalistes, de l'opinion... et de certains instituteurs. Sa théorie est claire : « elle écarte toute éducation et ne retient que l'instruction ». Au-delà de l'instruction *stricto sensu* s'étend l'univers mouvant des sentiments et de la foi des gens qu'il appelle pieux, ceux qui s'aventurent dans le domaine du privé, de la « croyance pédagogique ». La pédagogie appartient au domaine de l'opinion et du délire.

Certes, s'il n'y avait pas d'élèves à l'école... il n'y aurait pas non plus de problème ! En tout état de cause, l'apprenant, que l'auteur répugne à considérer dans sa particularité d'enfant ou d'adolescent, trouve parfois un certain plaisir dans le succès scolaire. « Les joies du succès sont innocentes » (pour qui ?), hélas, « en supprimant l'échec, on supprime aussi le succès ». Après tout, si on fixe pour but à l'école la fin de la « misère des intellectuels », et seulement cela, l'idée se tient.

L'auteur affirme pourtant que « les peuples ont droit à tous les savoirs, sans excepter les savoirs abstraits ou improductifs ». Il voit bien la difficulté : « que la transmission s'accomplisse ». Seulement, « il s'agit là essentiellement d'un acte du sujet ; aucun règlement administratif ne lui sera d'aucune utilité », c'est un don. Approfondissons les contenus, ceux que passionnent les savoirs sauront s'y retrouver ! En conséquence, raisonner en termes de démocratisation

fausse le problème : « Dès lors au lieu de raisonner sur une égalité de droits — ce qui est le lieu de la question politique de la démocratie —, ils raisonnent sur une égalité statistique. » Qu'est donc, pour Milner, l'égalité des droits ? Il définit « le droit et la possibilité matérielle pour chacun de s'accomplir jusqu'à son point extrême dans le champ qu'il a choisi au gré de son plaisir. C'est la liberté antique, c'est la morale de Descartes, c'est aussi la Déclaration des droits rédigée par Robespierre. » Cette envolée lyrique renvoie « les droits » dans le domaine des idées abstraites qu'on ne sait comment défendre. Milner jette aux orties les statistiques et les problèmes sociaux qu'elles révèlent. Il ajoute qu'il n'y a pas de comparaison possible entre le microcosme scolaire et le macrocosme social ; l'échec scolaire n'est donc pas échec social.

L'obstacle majeur que rencontre celui qui veut exercer à l'école son droit aux savoirs, c'est celui des « petits pédagogues » — les instituteurs — dont la devise est, selon l'auteur, « que nul n'en sache plus que moi... »

L'objectif avoué est le développement d'un cercle d'intellectuels — français — respectés ; la cible est le syndicat des instituteurs et des PEGC, le SNI. La seule réflexion du livre qui peut être utile est la définition « d'un corpus de savoirs modernes ». Quant à « la Réforme » (non les réformes qui ont tour à tour été combattues et dont ce livre ne s'occupe pas), ce n'est rien qu'une idéologie pour « Dupont-la-joie » (sic !).

L'école, reproductrice des inégalités sociales

De tels livres chassent le problème de la pédagogie, nient la dimension incontestablement sociale de l'échec, et ils trouvent un écho chez ceux des enseignants qui ne voient plus ce qu'ils pourraient y faire. Ils expliquent que l'école ne sélectionne que sur la base des savoirs, et que c'est bien normal. Ils redonnent à l'école une autonomie idéale.

Tout cela est bien mesquin, bien étroit. Il s'agit de faire croire que la société capitaliste n'opprime plus. Il s'agit d'absoudre l'école de la sélection sociale. C'est une autre période qui, il y a dix ans, donnait son souffle à d'autres livres. De façon sans doute discutabile, Baudelot et Establet, Bourdieu et Passeron se préoccupaient de l'avenir de la masse des élèves sans crainte de remettre en cause l'ordre social.

« Si l'école ne crée pas la division du travail, elle assure cependant la répartition des agents qui occuperont les places de la division du travail. Echec scolaire, orientation, filières, niveaux de sortie différents... permettent de répartir les jeunes dans les places inégales de la division du travail. D'autre part, l'école joue un rôle fondamental dans la reproduction idéologique et politique des classes sociales : elle inculque à tous l'idéologie dominante », écrivaient B. Charlot et M. Figeat dans un livre plus récent, *L'École aux enchères*.

Sans être à la racine de l'oppression, l'école n'est pas « neutre », ni indépendante. En 1984, 27 % d'une classe d'âge obtient le bac, et un fils d'ouvrier a cinq fois moins de chance qu'un fils de cadre supérieur d'être reçu. Voilà la réalité que refusent aussi bien

ceux qui voient dans la décentralisation le moyen d'introduire diversité et concurrence salutaire dans l'école, que ceux qui, se bouchant les yeux pour ne pas voir, se bornent à dresser la liste des savoirs nécessaires à... une bonne « instruction ».

Le premier but que devrait se fixer une pédagogie socialiste, c'est une école pour tous, considérant le savoir comme une « arme » nécessaire à tous.

Olga Zamiatine

Le Club de l'horloge sonne le réveil

La nouvelle droite en donne plus : elle n'est ni restaurationniste ni libérale, elle est restaurationniste et libérale. Sa cible : l'étatisme. Son objectif : introduire le jeu de la concurrence et du marché là où il pénètre peu. Typique idéologie de crise, fondée sur le refus des protections collectives et l'apologie de la loi du plus fort.

Le Club de l'horloge a donc, lui aussi, commis un livre sur l'école : *l'Ecole en accusation*, aux éditions Albin Michel. Ses propositions puisent aux sources d'une idéologie redoutable. Comment ne pas s'en alarmer, quand le président du Club de l'horloge, Yvon Blot, vient d'être réélu au comité central du RPR ?

« En fait, l'école capitaliste et sélective n'existe pas, ou plutôt n'existe plus en France. Ce n'est pas elle qui est en crise, mais un école dont les structures ont été bouleversées conformément au dogme égalitaire. » La crise de l'école est donc le produit de la « démocratisation ». Celle-ci contredit les inégalités naturelles : *« En fait, il est inexact de dire que l'école n'est pas performante parce qu'on ne retrouve pas dans le nombre des bacheliers une proportion d'enfants issus de milieux populaires identique à celle observée dans la nation ; au contraire, elle peut être performante si elle développe les capacités de chacun tout en maintenant une inégalité de résultats, dès lors que les aptitudes initiales sont différentes. De même l'analyse de la crise de l'école en termes de reproduction sociale n'a de sens que si l'on considère que "l'héritage social", notamment l'influence culturelle de la famille, est en soi illégitime. »*

Que comprendre, sinon que si l'école sélectionne les meilleurs dans les mêmes couches sociales, c'est que celles-ci sont « supérieures » ? Et le mal ne vient-il pas de la volonté de contrarier cette donnée naturelle, par l'égalitarisme ?

En finir avec l'égalitarisme passe par plusieurs mesures, qui peuvent être ainsi recensées :

1. Donner le libre choix de l'établissement : *« qui jouera ainsi un rôle comparable à celui des prix dans une économie de marché : un indicateur de préférence et de qualité, un instrument de mesure, pour l'administration ou pour les maîtres, de leur efficacité ».*

2. Il faut aussi *« remettre en cause le maintien de la fin de la scolarité obligatoire à seize ans pour tous et moduler cet âge en fonction des aptitudes et des aspirations de chacun ».*

3. Il faut *« par le recours à un contrat d'as-*

sociation rénové et étendu à tous, restaurer une pluralité d'établissements publics et privés. Il faut encourager la libre création d'écoles par toute personne physique ou morale ».

4. Le retour aux filières est préconisé : *« dans l'enseignement secondaire et dès le premier cycle, il faut aménager des voies différenciées ».*

5. Pour les enseignants : *« Pourquoi ne pas moduler une partie de la rétribution des maîtres en fonction de la qualité de leurs services ? »*

6. *« Le libre choix de l'école implique aussi que les établissements sélectionnent leurs élèves, c'est-à-dire qu'ils aient la possibilité d'en refuser certains (...) Il faut en particulier rétablir l'examen d'entrée en sixième. »*

7. *« De par sa vocation critique et communautaire, l'enseignement primaire doit rester gratuit. Mais la restauration d'un certain coût apparent du service d'instruction publique dans le secondaire et surtout le supérieur, responsabiliserait les acteurs du système scolaire. »*

8. Grâce au chèque-éducation, *« la puissance publique finance l'enfant et non plus l'école : chacun dispose d'une bourse d'enseignement dont il use librement auprès de l'établissement de son choix ».*

9. La défense de l'instruction s'exprime avec ce genre de formule qu'on entend parfois d'un autre bord : *« Il ne faut pas s'étonner si, pour Alain Savary, la cantine fait désormais partie des "séquences éducatives" au même titre que l'enseignement : pour qui cherche à modifier les comportements, le médium l'emporte toujours sur le message... On chercherait vainement d'ailleurs dans ces programmes égalitaires un quelconque intérêt pour les contenus de l'instruction proprement dite. »*

Et pour faire bonne mesure, ajoutons une dernière citation qui exprime toute la trouille et toute la haine dont ces gens-là sont capables : *« Cet univers amollissant a fait des "jeunes" une génération de mollusques sans passé, sans avenir, et qui attend l'heure du réveil. »*

Maréchal, nous voilà : l'horloge du club a sonné le réveil.

N. J.

Quand un tournant du PCF donne le tournis à Lutte ouvrière

Michel THOMAS

LUTTE ouvrière découvre cet automne un tournant du PCF tellement déterminant et lourd de conséquences qu'elle juge nécessaire d'alerter ses propres militants, et plus généralement les militants d'extrême gauche. Nos camarades ont consacré à ce tournant deux pleines pages serrées dans leur hebdomadaire du 27 octobre (n° 856), de la plume de Roger Girardot et sous le titre suivant : « *Les révolutionnaires confrontés à la nouvelle stratégie du PCF* ».

De quoi s'agit-il ? « *Le PC a inauguré une nouvelle stratégie offensive dans le domaine des luttes sociales dont, pour le moment, les travailleurs n'ont pas à se plaindre. Il vaut mieux, en effet, tard que jamais.* » Par le biais de la CGT, le PCF aurait, selon LO, décidé de compenser au plan des luttes sociales la perte électorale considérable qu'il a subie. Son but serait, à terme, de renégocier avec le PS sur la base d'un rapport de forces plus favorable. Mais avant que cette négociation éventuelle intervienne, le PC et la CGT doivent, comme l'affirme Krasucki, « mettre le paquet ». Selon LO, « *le PC, la CGT et leurs militants peuvent aller très loin sur le terrain des luttes, y compris les généraliser, y compris, à l'extrême, pourquoi pas, préparer une grève générale interprofessionnelle illimitée* ».

Ils peuvent se permettre cette tactique car, dans une situation où la classe ouvrière est démoralisée, ils ne risquent pas d'être débordés. Au contraire, en redonnant confiance à leurs militants, ils contribuent à remobiliser les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière et en tireront profit, car ils se seront placés en fer de lance des luttes. Et si un jour les gros bataillons inorganisés se mettent à leur tour en mouvement, le PC et la CGT seront bien placés pour

faire reprendre le travail, selon le vieux mot d'ordre « Il faut savoir terminer une grève ».

Face à un tel tournant dont l'ampleur, on le voit, n'est pas mince, *Lutte ouvrière* sonne à son tour le tocsin : « *Parfois les militants d'extrême gauche, faute d'avoir réalisé que cette politique du PC est une politique globale, croient la juger sur ce qui se passe localement et ne voient pas que les militants du PC auxquels ils ont affaire peuvent être des militants auxquels leur direction n'a pas encore réussi à insuffler confiance et dynamisme. De l'attentisme de ces militants du PC a résulté, malheureusement trop souvent ces derniers jours (c'était avant la grève du 25 octobre, NDLR), l'attentisme des militants d'extrême gauche. La différence, c'est que les militants du PC ont toutes les chances de savoir prendre le virage et de trouver l'oreille de la fraction la plus combative des travailleurs, mais alors il sera trop tard pour ceux d'extrême gauche, qui resteront minoritaires.* »

Il faut donc, de toute urgence, « *appeler les travailleurs à la lutte et apparaître, au même titre que les militants du PC et avant eux partout où c'est possible (...)* Le seul moyen de contester au PC la direction des luttes à venir c'était de prendre les devants, là où les militants du PC n'avaient pas pris le virage. »

L'enjeu est vital : « *il faut comprendre vite (...)* écrit *Lutte ouvrière*, que l'appareil du PC va chercher à éliminer tous les militants révolutionnaires des postes de responsabilités dans la CGT, et que ces derniers, s'ils ne prennent pas tout de suite le tournant, seront réduits à néant. L'avertissement de LO se veut d'autant plus solennel que « *dans les quelques jours qui ont précédé le 25 octobre, tout comme dans les mouvements de Renault, on a pu voir que les*

militants des organisations d'extrême gauche, ceux de Lutte ouvrière comme les autres, ont pour des raisons, en apparence seulement, différentes été surpris par le revirement du PC »

Juger sur les actes, non sur les mots

La première interrogation qu'appelle cette brusque alarme de Lutte ouvrière est la suivante : assistons-nous à un tel tournant du PC et de la CGT ? Et s'il y a tournant, quel est-il ?

Avouons d'emblée notre scepticisme. Nous ne croyons pas Krasucki sur parole quand il appelle les travailleurs à se battre partout, sur tous les fronts, et jusqu'à maintenant, nous pensions que nos camarades de Lutte ouvrière étaient avant tout soucieux de juger, comme nous, sur les actes. Or quels sont les faits ? Confirment-ils la soudaine alarme de LO ?

A Renault, certes, la CGT a regonflé ses militants et mobilisé de très nombreux travailleurs, quoique de façon inégale. Et une victoire limitée a été obtenue, sur les salaires et face aux menaces de licenciements. Mais il faut examiner la façon dont la lutte a été menée pour voir jusqu'où la CGT voulait aller : la lutte a été menée usine par usine, sans réelle coordination ; aucune revendication sur l'emploi, le temps de travail, les salaires, n'a été avancée par la CGT, qui aurait permis d'engager une lutte de toute autre ampleur. La CGT a certes fourni un gros effort, mais il s'agissait de faire face dans un secteur menacé, l'automobile ; qui plus est, dans une entreprise nationalisée qui est son fleuron, et dans laquelle elle ne peut accepter une défaite sans perdre son crédit et sa force.

Faut-il d'ailleurs rappeler à LO les circonstances de la grève de juin dernier à Citroën, quand le PC était encore gouvernement ? Dans d'autres circonstances, et avant tout pour éviter un nouveau Talbot, la CGT n'a pas hésité à prendre les devants, à décider l'occupation de l'usine et à la mettre en œuvre, quitte à laisser pourrir la mobilisation pendant l'été, ce qui a conduit les licenciés d'Aulnay face aux cages à rats en septembre. Mais cela, bien sûr, c'était avant la sortie du gouvernement et la réorientation du PC.

Alors, prenons la grève des fonctionnaires le 25 octobre, puisque *Lutte ouvrière* y voit le second signe

de tournant du PCF. Cette grève était le moins que les fédérations syndicales puissent faire pour ne pas apparaître comme inutiles ou complices de Fabius, au moment où la matraque austérité tombe une fois de plus sur les fonctionnaires. Bergeron et Krasucki ne pouvaient laisser passer les provocations de Le Garrec en restant les mains dans les poches. Edmond Maire lui-même a dû laisser libre d'agir les fonctionnaires CFDT ! Que là encore les militants CGT aient fait le forcing pour mobiliser les travailleurs, nous avons pu le constater, comme LO, dans de nombreux endroits. Il resque que si la consigne de grève a été diversement suivie, ce n'est pas parce que les fonctionnaires sont résignés à encaisser les coups sans répliquer : c'est parce qu'il était vraiment difficile de croire que les syndicats voulaient vraiment engager la bagarre, la CGT comprise. Comment croire à une volonté de lutte des directions quand aucune perspective n'était donnée à la grève du 25 ? Quand il n'était avancé aucune revendication d'ensemble sur les salaires, seules susceptibles d'unifier les fonctionnaires et les salariés du secteur nationalisé ? Quand la revendication des 35 heures était « oubliée » ? Quand il n'était pas demandé aux fonctionnaires de se réunir sur les lieux de travail pour discuter de leurs revendications et de leur mobilisation ? Le 25, beaucoup de fonctionnaires étaient en grève, mais aucun n'a vu une véritable volonté de lutte. Les semaines ont passé et rien n'est venu de la CGT, ni consignes ni campagne sur les revendications. Seulement l'annonce de grèves régionales tournantes à la SNCF ! Alors, camarades de LO, pour nous convaincre du tournant du PCF et de la CGT, d'un tournant de l'ampleur que vous lui attribuez, il faudrait au moins démontrer qu'un plan de lutte existe, qu'une activité se développe autour de lui. Vous l'avez vu, vous, ce plan de lutte ?

Il y a pourtant un tournant du PCF, consécutif à sa sortie du gouvernement. Mais avant de discuter de ses implications, remarquons que LO semble n'en percevoir qu'un aspect : la face revendicative, d'appel à l'action. Or, l'autre face, celle du « produire français » que l'on a connu pendant les années précédentes, accompagne plus que jamais le cours « radical » actuel. Dans le « produire français » et les multiples initiatives lancées dans les entreprises par la CGT pour dépister les gâchis, LO n'a voulu voir qu'une diversion. Certes, la fonction de

diversion est évidente. Mais la poursuite de cette ligne dans le cours actuel devrait tout de même interroger LO sur la nature du tournant du PCF : pas une lutte dans laquelle la CGT est impliquée sans la tentative permanente de définir des objectifs de gestion, des politiques industrielles, présentés comme objectifs de lutte. A Renault, comme à Creusot-Loire ou ailleurs, la CGT se bat pour imposer d'autres types de production, en fonction des demandes supposées sur le marché intérieur et international. Pas une lutte importante ou la CGT n'introduise dans ses objectifs de gestion les critères de concurrence et de rentabilité. LO pourra considérer, à juste titre, qu'il est parfaitement contradictoire de conjuguer ainsi revendication et gestion, il reste que cette ambition illusoire n'est pas seulement une diversion : elle constitue l'orientation, qui va en se systématisant, du PCF et de la CGT. Ceci ne peut être laissé de côté quand on tente d'apprécier le tournant du PCF et jusqu'où ce dernier peut et veut aller. Il suffit de remarquer qu'à Renault, la CGT cherche un terrain d'entente, avec le P-DG Hanon, sur l'objectif d'un rapatriement des investissements réalisés outre-Atlantique !

Jouer le PCF contre le PS ?

Existe-t-il aujourd'hui un terrain d'intérêts communs entre le PCF et les travailleurs ? *Lutte ouvrière* ne questionne pas, elle l'affirme : « *En fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires.* » A preuve, note *Lutte ouvrière*, que les travailleurs peuvent gagner quelque chose grâce aux luttes organisées par la CGT. « *Cela n'est gênant pour personne, commente l'hebdomadaire, à part le PS, que le PC trouve dans l'affaire une meilleure place auprès de son ancien et (peut-être) futur allié.* »

Cette remarque de *Lutte ouvrière* mérite au moins un commentaire. Elle signifie que LO regarde avec une sympathie discrète — mais sympathie quand même — les manœuvres que tente le PCF pour se refaire de l'espace aux dépens du PS. Le fond de la question, qui n'est pas dans la sordide concurrence entre les deux partis, semble échapper à LO : le calcul du PC consiste à laisser le PS s'user à gérer seul l'austérité au gouvernement, et pour cela, il mise

sur la victoire de la droite en 1986. C'est ce calcul qui fonde la politique actuelle du PCF. Un calcul dans lequel on aurait bien du mal à trouver quelques intérêts « non contradictoires » avec celui des travailleurs. Un calcul qui repose sur l'idée que les travailleurs, bernés et roulés dans la farine, se retrouveront avec Giscard, Chirac ou Barre sur le dos, mais qu'ils auront fait payer la note électorale au PS. Or, ce calcul, LO semble le contempler avec un œil gougenard et complice.

LO a toujours considéré le PCF comme un parti authentiquement ouvrier, quoique à direction réformiste, par opposition au PS qu'elle qualifie de parti bourgeois. Cette appréciation fautive, et que nous avons toujours combattue, de l'opposition entre ces deux partis majoritaires dans la classe ouvrière française a aujourd'hui des implications particulièrement négatives : à épouser ainsi les intérêts et les querelles du PCF, comment Lutte ouvrière fera-t-elle pour échapper à une certaine responsabilité dans l'impasse et la défaite politique où, de concert, PC et PS conduisent les travailleurs ?

De la défense des intérêts du PCF contre ceux du PS, il n'y a qu'un pas à la défense de la direction communiste contre certains de ses opposants. LO semble prête à le franchir, si l'on croit *Lutte ouvrière* du 3 novembre (n° 857), qui commente l'abstention de six membres lors du vote du CC sur la résolution soumise au congrès de février prochain : « *La direction est donc contestée. Ce n'est pas cela la nouveauté. Mais elle a accepté de l'être publiquement, et peut-être a-t-elle fait le calcul que cela pourrait séduire un public plus large.* » Peut-être en effet la direction du PCF a-t-elle fait ce calcul, mais dans une situation de crise politique interne sans précédent, où elle voit une partie de l'appareil échapper au contrôle d'antan. Ce fait nouveau et fondamental, qui relativise le « choix » qu'aurait fait la direction de donner publiquement la parole aux « rénovateurs », LO l'ignore complètement. Bien sûr, nos camarades ont parfaitement raison d'écrire que « *ce ne sont pas les militants ouvriers les plus combattifs qui parlent, et ont le droit de le faire, dans les instances dirigeantes du PC* ». Mais c'est tout autre de chose d'affirmer à propos de Marchais, Leroy ou Plissonnier : « *Quoi qu'il en soit, s'ils sont aussi social-démocrates et réformistes que les Juquin et consorts, le fait est qu'ils se sont montrés plus sensibles à la base ouvrière du PC, plus conscients*

qu'elle reste son originalité et sa force. » *Lutte ouvrière* aura beau répéter toutes les dix lignes, comme elle prend la précaution de le faire, que tous ces dirigeants sont des traîtres, elle prend néanmoins position pour les uns, contre les autres...

Alors, que reste-t-il, après tout cela, du « tournant offensif » du PCF ? Tout montre, à l'inverse de ce que déclare LO, qu'il s'agit d'un tournant préservatoire, et non d'un tournant offensif. Tournant préservatoire qui a pour but de retisser les liens entre le PC et sa base ouvrière, liens terriblement distendus par la rupture brutale de l'Union de la gauche fin 1977, par le cours sectaire qui a suivi, puis par le retournement de 1981 et deux ans de participation gouvernementale. Cette gymnastique n'a pas seulement réduit la surface électorale du PCF, elle a aussi donné le tournis et écoeuré les secteurs ouvriers liés directement au PCF — même s'il reste vrai que ce parti garde des forces considérables.

Aujourd'hui, le PCF et la CGT ne vont pas, dans les actes, au-delà de ce qui est nécessaire pour resserrer les liens avec les secteurs ouvriers qu'ils influencent et organisent. Ils peuvent changer demain, se lancer dans une tactique gauchiste généralisée, bien que cela n'apparaisse guère probable. Mais ils ne le font pas aujourd'hui, et c'est cela qui compte, pas les spéculations. Aussi ce qu'écrivaient les camarades de LO dans leur revue *Lutte de classe* en avril 1984 (n° 111), nous paraît-il plus proche de la réalité : Si le PCF retournait à l'opposition, le PS sait « *qu'il n'appellerait pas plus la classe ouvrière à lutter de façon unie contre les offensives patronales et gouvernementales, qu'il ne mènerait pas plus une politique de classe et n'organiserait et ne coordonnerait pas plus les luttes ouvrières. Tout au plus pourrait-il employer un langage plus radical, maintenir sa cohésion interne, le moral de ses militants et la confiance dans la politique de leur parti.* »

De même que ce passage de *Lutte de classe* en décembre 1983 (n° 107) : *Nous savons que le PCF pourrait tout aussi bien soutenir la politique du gouvernement sans avoir des ministres. Nous savons aussi qu'il pourrait sortir du gouvernement sans prendre la tête d'aucune lutte, ou même s'il le faisait et dirigeait ou déclençait des grèves, sans leur donner de perspectives.* »

Les camarades de Lutte ouvrière devraient s'interroger eux-mêmes sur les raisons qui les ont conduits à se laisser surprendre par le « tournant

offensif» du PCF et de la CGT. Pourquoi cette surprise, que leur journal déplore dans l'extrême gauche, militants LO inclus? Est-ce parce que la mobilisation de la CGT a marché à Renault, et a impressionné les camarades? Nous serions curieux de savoir si la grève du 25, et ses non-suites, a produit sur eux le même effet.

La surprise de LO

La surprise des camarades de LO ne peut se comprendre sans revenir sur la politique qu'ils ont menée depuis 1981. La seule perspective qu'ils aient mis en avant est la nécessité pour les travailleurs de prendre directement la direction de leurs luttes. Ils ont estimé que la situation créée par la venue de la gauche au gouvernement n'appelaient qu'une seule réponse politique des révolutionnaires : la bataille pour la constitution de comités de grève dans les luttes. Cette orientation les a d'ailleurs conduits à relativiser les mobilisations dans l'automobile ces dernières années, y compris la lutte de Talbot.

La suite des événements a révélé combien cette réponse politique était insuffisante : quand la CGT, après la sortie du PCF du gouvernement, a fortement mobilisé à Renault, cela s'est fait sans comité de grève et nos camarades ont alors craint de rester sur le bas côté de la route! Roger Girardot exprime cette situation difficile dans laquelle s'est mise LO quand il écrit : *« On peut espérer que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la direction de leurs luttes, décident démocratiquement eux-mêmes des formes et des objectifs de ces luttes, sachent se donner des organismes exécutifs élus et révocables tels que des comités de grève indépendants des appareils syndicaux, même si les meilleurs des militants syndicalistes s'y retrouvent. Mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au cours même des luttes comment il faut faire. On l'a vu à Talbot... »*

Désarmée face au tournant de la CGT, LO renvoie les comités de grève à un horizon ultérieur (*« On peut espérer que... »*) et leur substitue un suivisme aussi radical que soudain à l'égard de la CGT.

Une autre raison motive l'alarme de LO. Nos camarades pensent — Roger Girardot le suggère dans l'article que nous avons longuement cité — que le PCF va se retrouver à

la tête des luttes ouvrières comme il l'a été après sa sortie forcée du gouvernement en 1947. Mais, chers camarades, si telle était la situation, nous n'aurions pas ce débat aujourd'hui entre nous! Nous serions occupés, ensemble, ailleurs! Car les grandes grèves de 1947-1948 ne furent pas des actions presse-bouton du PCF. Ce fut un très grand mouvement de la classe ouvrière, d'autant plus fort qu'il avait été contenu pendant trois ans de sacrifices et de douleurs.

Nos camarades de LO semblent obsédés par ce précédent, qui a vu le PCF prendre la tête du mouvement, le contrôler, le perdre même parfois dans des tactiques gauchistes, et éliminer durablement toute influence de masse des trotskystes. Prenez garde à ne pas plaquer les circonstances d'hier sur celles d'aujourd'hui : vous reconnaissez vous-mêmes que la classe ouvrière n'est pas actuellement très mobilisée, et vous devez également convenir du fait que le PCF a changé, qu'il s'est profondément intégré à la société bourgeoise et a perdu beaucoup de ses capacités de mobilisation. Ces deux différences notables, qui n'épuisent pas la comparaison entre les deux conjonctures, devraient à elles seules vous conduire à la prudence dans le maniement des analogies et des précédents historiques.

Les révolutionnaires et le cours combatif de la CGT

Plus encore que la découverte d'un « tournant offensif » du PCF, ce sont les conséquences pratiques qu'en tire LO pour l'activité des révolutionnaires qui nous paraissent erronées et dangereuses. LO reproche fréquemment aux militants de la LCR d'être suivistes à l'égard des syndicats, de se déterminer plus en fonction du milieu syndical que des travailleurs combattifs. Et voilà, ô surprise, nos camarades filant le train à la CGT. Mieux : se donnant pour but de prendre la CGT de vitesse! Cela par peur de ne pas être « dans le coup », de rater le coche.

La discussion ne porte pas — est-il besoin de le préciser? — sur la question de savoir s'il faut être ou ne pas être... dans les luttes. Elle porte sur le sujet suivant : comment les aborder au mieux, comment les préparer avec les militants, les tra-

vailleurs, quels objectifs politiques leur donner.

Bien sûr, le tournant du PCF et de la CGT pose des problèmes nouveaux aux révolutionnaires dans les entreprises. Dans de nombreux cas, nous nous retrouverons au coude à coude avec les militants du PCF et de la CGT pour mobiliser les travailleurs. Mais nous devons en même temps intervenir, jusque dans les propositions d'action, pour que la lutte interpelle directement le gouvernement et ses représentants, se tourne contre leur politique. Or, c'est précisément ce que le PCF et la CGT cherchent à éviter ! Jean-Jacques Franquier le reconnaît dans *Lutte ouvrière* du 10 novembre (n° 858) en concluant ainsi un article sur le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » du PCF : « *La détermination dans les luttes actuelles dont le PCF et la CGT font preuve — surtout si elle dépasse le niveau de combativité de la classe ouvrière elle-même — est destinée à masquer l'absence totale et durable de perspectives politiques.* »

Un seul exemple : le 7 novembre dernier, la FTM-CGT organisait une manifestation de toute la téléphonie (CIT-Alcatel, CGCT, LTT, Thomson) contre les licenciements prévisibles. Un rassemblement de 5 000 travailleurs de ces entreprises eut lieu devant le siège de la CGE à Paris. Une forte minorité voulait aller à Matignon, où sont prises les décisions de « modernisation ». Le service d'ordre de la CGT s'interposa. Ainsi, à se contenter des mobilisations réalisées par la CGT, les révolutionnaires se situeraient à droite de nombreux travailleurs. C'est au contraire en s'efforçant de donner un objectif politique aux mobilisations, objectif au demeurant assez naturel compte tenu des orientations et des décisions du gouvernement, que les révolutionnaires apporteront une réponse dont le PC ne veut pas.

Dans d'autres cas, nous serons confrontés à des initiatives gauchistes, aventuristes, des militants de la CGT. Loin de s'engouffrer derrière eux ou de les précéder sur cette voie, les militants révolutionnaires doivent apprendre à se battre pour réunir les conditions d'une véritable mobilisation.

Ce qui s'est passé le 25 octobre et les semaines qui ont suivi nous conforte dans l'idée suivante : les travailleurs ne se mettront pas massivement en lutte dans la période actuelle s'ils ne sentent pas que leurs directions syndicales « veulent y aller » et leur donnent des garanties :

garantie d'unité, garantie qu'on ne se met pas en grève pour rien, garantie dans la préparation et l'organisation même du combat. C'est à arracher ces garanties qu'il nous faut travailler — nous, les révolutionnaires — mais aussi les très nombreux militants syndicaux et travailleurs qui font le même constat.

De tout ceci découlent deux types de tâches, qu'on ne peut pas dissocier : orienter les mobilisations à construire contre la politique du gouvernement ; œuvrer au contrôle et à la décision par les travailleurs sur leurs revendications et leurs actions. Il est vrai que des comités de grève ne naissent pas spontanément. Mais la pratique des assemblées générales unitaires et démocratiques, du débat collectif et des décisions souveraines créent les conditions nécessaires à leur émergence. Loin de renvoyer les comités de grève aux calendes, il faut insister aujourd'hui sur leur actualité et ouvrir la route qui peut y conduire, à partir des exigences démocratiques et unitaires des travailleurs.

Nos camarades de LO se déterminent à partir d'une donnée partielle : le PC remobilise ses militants ouvriers et va retrouver l'oreille des travailleurs combattifs. C'est faire comme si ces militants et travailleurs étaient dépourvus de jugeotte : plus d'un ressent le décalage existant entre les proclamations tonitruantes de la CGT et ses actes ; plus d'un, soulagé de la sortie du gouvernement, attendait un réel plan de mobilisation de la CGT ; plus d'un se sent frustré par l'enfermement des grèves entreprise par entreprise, le recours aux 24 heures de grève sans lendemain.

C'est à ces militants-là, notamment, que les révolutionnaires doivent s'adresser : non pour emboîter le pas à un mytique « tournant offensif » de la CGT, mais pour proposer et discuter des actions et des perspectives qui créeraient les conditions d'une réelle mobilisation des travailleurs. Et en engageant cette activité, aucun révolutionnaire ne pourra faire l'économie d'un débat sur les perspectives d'ensemble du mouvement ouvrier, sur l'orientation à laquelle celui-ci doit être gagné si l'on veut vraiment sortir de l'impasse.

Dans notre numéro de janvier, la réponse de *Lutte ouvrière* à la lettre ouverte de la LCR publiée dans *Critique communiste* de novembre 1984.

Notes sur l'écrivain révolutionnaire Denis Diderot (1)

Michel LEQUENNE

L'ANNEE Diderot (pour le bicentenaire de sa mort) a été beaucoup plus célébrée que l'année Stendhal (pour le bicentenaire de sa naissance)(1). Gageons que l'année Victor Hugo (centenaire de sa mort) le sera plus encore, ces célébrations dépendant largement de la place de chaque écrivain dans l'élaboration des mythes nationaux. De ce point de vue, on a beau procéder à la réduction des têtes, Stendhal est des plus rebelles (2), un coup de pistolet dans un concert, une lucidité avec laquelle il n'est guère facile de s'arranger. A l'inverse, Hugo a tous les bons sentiments, il porte toutes les valeurs idéologiques qui peuvent servir d'alibi à la bourgeoisie, quitte à se moquer de ses naïvetés et de ses boursoufflures, à oublier ses générosités et ses oppositions à quasi toutes les saloperies de l'époque, de la « fête impériale » à la répression de la Commune, de sa lutte pour John Brown (3) à celle pour Garibaldi, en passant par celle contre la peine de mort. Tout le monde le célébrera parce que, que l'on dise « hélas ! » comme Gide ou qu'on s'en éblouisse comme Pierre Louÿs, il est l'incontestable géant de la poésie française. Diderot — pourtant si proche de Stendhal, comme nous allons le voir — c'est, entre les deux, un phénomène si diapré qu'il échappe sans cesse à la saisie, à moins de l'expurger, de le fixer arbitrairement, de l'immobiliser lui qui est le mouvement même de la pensée, à la proue de son temps en tension vers l'avenir.

Ce mouvement est triple :

— C'est d'abord une évolution dans le temps, qu'Yves Benot a bien résumée dans le titre de son livre : « de l'Athéisme à l'anticolonialisme » (4), qu'on pourrait dire aussi du simple matérialisme mécaniste au brisement permanent du mécanisme vers des résolutions dialectiques inachevées ou suspendues, mais en tout cas, un mouvement toujours plus hardi et tendu vers la conciliation de ses contradictions.

— C'est, en même temps, un mouvement, *externe*, de duéliste en lutte de ruse avec un adversaire beaucoup plus puissant, mais heureusement beaucoup moins intelligent que lui ; duel de David

contre Goliath. Sans cesse, il attaque de la pointe, il rompt, se dérobe, feinte et attaque à nouveau, à revers. Il n'est jamais là où l'ennemi croit pouvoir le terrasser (après l'imprudence de jeunesse qui l'a conduit à l'emprisonnement de Vincennes). Il est sur le côté, à droite, à gauche, piquant et se couvrant avant même que la piqûre ait été ressentie. (Un exemple, l'écrit *De la suffisance de la religion naturelle*, rédigé au début des années soixante, publié dix ans après et attribué à Vauvenargues mort en 1747, qui assassine et ridiculise toutes les religions « révélées » en mettant à l'athéisme le masque d'une religion « naturelle » inexistante dont il ne reste rien une fois la démonstration achevée.) — C'est enfin le mouvement, *interne*, d'une pensée en travail, zigzaguant entre réalisme et utopie, entre réformes possibles et révolution nécessaire, entre morale sociale et morale pratique, hésitant entre le pôle du réalisable et le pôle de l'exigible.

Mais reste-t-il en balance ?

Pas du tout ! Il meurt ayant mis au point son tonneau de dynamite, mèche prête pour la mise à feu. Sa pensée qui ne peut se résoudre en système ouvre sur une dynamique révolutionnaire. Tant que, non seulement ses héritiers réactionnaires comme sa fille Angélique, son gendre Vandeuil, et les enfants et petits enfants de ceux-là, mais aussi ses plus proches amis et collaborateurs ne se résoudront pas à allumer la mèche, c'est-à-dire à révéler les inédits où Diderot se livrait tout entier, même — surtout — en plein cœur de la révolution qu'il avait si bien préparée (5).

Lui-même n'aurait-il pas été effrayé par la réalité de ce que, dans le silence du cabinet, assis à sa table de travail, s'exaltant seul dans la logique de son radicalisme le plus extrême, saoul d'indignation et de passion enthousiaste, il avait appelé en lettres de feu ? Il était sûrement trop humainement indulgent pour atteindre à l'inflexibilité d'un Robespierre dont il aurait, par ailleurs, trop bien vu la religiosité du fanatisme et une certaine tartufferie qui viennent tout droit de Jean-Jacques Rousseau, sont vieux amis-ennemi. Mais n'en est-il pas, par cela

1. Cf. notre article « Stendhal et Kafka », in « Critique communiste », n° 24 de décembre 1983.

2. Une des plus remarquables de ces tentatives de « réduction » est l'article « Stendhal » de « l'Encyclopaedia Universalis » consacré pour une large part à démontrer que Stendhal n'était pas athée. Un comble !

3. Sur ce révolutionnaire américain, voir Marx et Engels, « la Guerre civile aux Etats-Unis », 10-18.

4. Yves Benot, « Diderot, de l'athéisme à l'anticolonialisme », éd. Maspero, toujours disponible à La Découverte. C'est à notre avis le meilleur livre et de loin sur Diderot, cité quasiment nulle part dans les études et travaux parus cette année.

5. Cf. in Y. Benot, « Le destin d'une œuvre : Fric, pudibonderie et réaction ». La seule édition des œuvres complètes de Diderot « qui ait pu, un moment au moins, mériter ce titre, celle d'Assezat-Tourneux » est de 1875-1876. Les « Lettres à Sophie Volland » et la « Correspondance inédite » n'apparaissent qu'en 1930-1933.

même, plus proche de nous, qui avons si durement appris à quel point l'abstraction exaspérée peut se renverser en mécanique inhumaine ?

Peut-on demander compte aux penseurs des excès et déviations de certains de ceux qui se proclament leurs disciples en s'emparant de leur pensée pour la durcir en instrument de guerre ? Ce n'est pas plaider l'irresponsabilité intellectuelle que de refuser la logique, non seulement de l'extrapolation, mais même de la réduction à quelques éléments arbitrairement choisis comme essentiels. Le cadavre n'est plus l'être humain. Comme celle de Marx (mais pourquoi pas aussi celle de Nietzsche), la pensée de Diderot est ouverte et ne peut se figer en système.

Le mouvement de la pensée de Diderot, comme un balancier, le ramène toujours au point d'équilibre qui lui permet de poursuivre son chemin, pas à pas, et de disparaître en nous laissant son cheminement dans les contradictions comme une méthode implicite. Aux moments les plus heureux chez lui — comme l'a montré Henri Lefebvre (6) — ce mouvement de la thèse à l'antithèse l'amène à la résolution dialectique. Mais les moyens lui en manquent le plus souvent, non seulement au plan de la philosophie matérialiste, mais aussi à celui de la politique — comme ce sera encore le cas de Stendhal — voire d'un certain nombre de problèmes esthétiques, la base matérielle lui faisant défaut.

A tout prendre, ce suspens et cette remise en cause constante qu'il entraîne le met en avant de l'arrêt sur des positions apparemment plus radicales, telles celles de J.-J. Rousseau.

La pensée de Diderot ne cesse de relancer la balle en un dialogue perpétuel avec lui-même. Qu'à l'infini il en varie les personnages, ses dialogues, où son art culmine, est un perpétuel dialogue intérieur. Au témoignage unanime de ses contemporains, Diderot était un causeur éblouissant. Mais à l'écouter rapporter l'écho de ses mille controverses, s'impose l'évidence que ses interlocuteurs n'étaient souvent qu'un cœur pour monologue à miroir où il provoquait la réplique désirée, tenait le cas échéant plusieurs rôles, enfin les reconstruisait par écrit, voire les inventait.

Ce caractère de la pensée de Diderot fait qu'on peut prendre — qu'on devrait prendre — son œuvre complète, correspondance comprise (7), comme une seule œuvre, un seul discours continu dont les thèmes s'esquissent (souvent dans la correspondance), se développent, se reprennent, voire se transforment.

La correspondance, fil conducteur de la vie et de l'œuvre

Malgré Mme de Sévigné, c'est sans doute au XVIII^e siècle que l'on doit dater

la correspondance comme genre littéraire. Celle de Diderot qui, pour l'essentiel, n'est publiée qu'en notre siècle, est peut-être la partie la plus passionnante de son œuvre. On l'a dit aussi de celle de Voltaire, et c'est vrai, mais celle-ci est sans cesse en représentation, leur scripteur sait que ses lettres passeront de main en main et iront à la postérité. Celles de Diderot ne sont écrites que pour leurs destinataires, surtout celles à Sophie Volland (8), le grand amour de sa vie. Là, il se livre tout entier. Aucune lettre de sa correspondante ne subsiste. On a donc encore une fois, par accident, affaire à un monologue, encore souvent dialogué de cent manières. Les deux amants étant fréquemment éloignés, c'est aussi, en continu (on souffre des trous, dus probablement à la censure familiale), un des plus chatoyants tableaux de la vie quotidienne du temps, car les lettres de Diderot sont volontairement un journal minutieux de ses faits et gestes, travaux, maladies, scènes de ménage, événements, de la vie publique, littéraire, artistique, scandaleuse ; de la vie aussi des salons de Mme d'Épinay et de d'Holbach et des discussions qui s'y tiennent, des luttes enfin avec ses colères et ses découragements, ses malentendus et son acharnement. « *Mes lettres sont une histoire assez fidèle de ma vie* », écrit-il le 14 juillet 1762, et, le 26 octobre 1760, faisant parler Sophie : « *Ces riens mis bout à bout forment de toutes les histoires la plus importante : celle de l'ami de notre cœur.* » Dans ses lettres, Diderot est libre, il peut même s'abandonner et, ainsi, éclairer ses contradictions.

Quelques exemples sur des questions cruciales : son acharnement à célébrer l'idylle utopiste du bonheur familial que peint Greuze — et qui sera encore celle de Restif de La Bretonne — se heurte au petit enfer de son foyer où il voit sa femme, épousée dans la fièvre de sa jeunesse, gâter par bigoterie et étroitesse d'esprit l'éducation de son unique enfant, sa fille Angélique, ce qui ne peut que l'amener à la dénonciation du mariage — ainsi dans le *Supplément au Voyage de Bougainville* : « *Rien en effet te paraît-il plus insensé qu'un précepte qui proscrie le changement qui est en nous, qui commande une constance qui n'y peut être, et qui viole la nature et la liberté du mâle et de la femelle en les enchaînant pour jamais l'un à l'autre ; qu'une fidélité qui borne la plus capricieuse des jouissances à un même individu ; qu'un serment d'immutabilité de deux êtres de chair, à la face d'un ciel qui n'est pas un instant le même, sous des antres qui menacent ruine, au bas d'une roche qui tombe en poudre, au pied d'un arbre qui se gerce, sur une pierre qui s'ébranle ?* »

L'amour, le sexe

Son natalisme, aussi naïf, où il voit la condition même de la richesse des nations, vacille un jour de 1760 où il écrit à Sophie : « *Savez-vous que si tous les empires étaient aussi bien gouvernés*

que la Chine, la pays le plus fécond de la terre, il y aurait trois fois plus d'hommes qu'ils n'en pourraient nourrir ? »

Mais c'est bien sur la contradiction entre liberté sexuelle et amour, passion ou sage mais « socialisé », que Diderot hésite et vacille surtout. On le verra, dans ses *Salons*, tantôt regretter que les sujets chrétiens nous privent de beautés nues, tantôt tempêter contre Boucher qui multiplie les « culs et les tétons ». Sa position de classe qui lui fait bien percevoir la décomposition sociale dans l'esprit de libertinage est là en conflit avec la dimension sexuelle de sa lutte pour la liberté. C'est encore, dans une lettre d'octobre 1760, qu'il avance une théorie socio-naturaliste qui concilie la contradiction : « *L'esprit de galanterie étant général, s'il y a aujourd'hui plus de fourberies, plus de faussetés, plus de dissolution que jamais, il y a aussi plus de sincérité, plus de droiture, plus de véritable attachement, plus de sentiments, plus de délicatesse, plus de passion durable qu'aux temps précédents (...)* Plus il y aura de gens qui s'en mêleront, plus il y en aura qui la feront mal, et plus aussi qui la feront bien. »

Mais dans la vie comme dans sa théorie, il flotte et, comme écrivain, il est, à un pôle, érotique et, à l'autre, moraliste, semblable à son peintre chéri, Greuze, dont il déchiffre si bien les sous-entendus grivois (cf. dans le *Salon de 1765*, le déchiffrement de la *Jeune fille qui pleure son oiseau mort*). La paisible vie vertueusement patriarcale qu'il chante et appelle de ses vœux n'est pas ascétique mais combine pudeur et sensualité.

Les lettres à Sophie Volland manifestent l'idéal rencontré dans la réalité : sa maîtresse dont il s'enchante qu'elle soit « homme et femme à la fois » est autant une complice sensuelle, avec laquelle il lui arrive de badiner gaillardement et à qui il fait maintes confidences scabreuses, que l'amie à qui il confie toutes ses pensées et jusqu'aux plus profondes, des rêves qu'il interprète en pré-psychoanalyste, aux propositions philosophiques et politiques les plus hardies. Elle est à l'unisson avec lui, avec lui s'indigne, à la lecture des documents qu'il lui communique, sur le scandale du meurtre légal de Calas (où il semble bien, d'ailleurs, que Diderot soit l'intermédiaire entre Voltaire et les imprimeurs, et pour lequel il trouve des arguments inédits que n'avait pas perçus le patriarche de Fernel). Leur relation « à niveau » se manifeste aussi dans des discussions qui se poursuivent de lettre en lettre, comme pour ce problème (d'école ou réel ?) d'une femme qui demandait à un homme (Diderot lui-même ?) de lui faire un enfant qu'elle entendait élever seule, ou à propos de Richardson que Sophie a beaucoup moins goûté que son amant, en appréciant sans doute peu la sensiblerie et la pleurnicherie, mais dont elle a aussi mal perçu l'enjeu profond des intrigues, discussion qui amène finalement Diderot à lui concéder, à l'encontre de toute son

esthétique proclamée « que presque toujours ce qui nuit à la beauté morale redouble la beauté poétique. On ne fait guère que des tableaux tranquilles et froids avec la vertu ; c'est la passion et le vice qui animent les compositions du peintre, du poète et du musicien » (le 18 juillet 1762) et (le 31 du même mois) : « S'il faut opter entre Racine, méchant époux, méchant père, ami faux et poète sublime, et Racine bon père, bon époux, bon ami et plat honnête homme, je m'en tiens au premier. »

L'attitude devant l'amour, c'est l'attitude devant la condition féminine. Il faut lire, sur ce thème, les chapitres qu'y consacre Elisabeth de Fontenay dans son beau livre *Diderot, ou le matérialisme enchanté* (9), c'est le point de vue du féminisme sur Diderot, qui ne cache pas l'« ombre au tableau » (10) — les ombres mêmes — mais finit par un acquittement plénier, et d'autant plus qu'il est obtenu dans la confrontation à la noire misogynie de Jean-Jacques Rousseau qui, là, fonde théoriquement l'aliénation féminine proprement bourgeoise. Diderot, lui, au contraire, laisse tous les vieux préjugés bouleversés, toutes les certitudes phallogocraïques interrogées à sa manière, c'est-à-dire mises à nu en pleine lumière, déséquilibrées et confondues. Autre chose qu'il soit toujours d'accord avec lui-même.

En matérialiste, c'est dans la physiologie qu'il va chercher ce qui distingue les femmes des hommes. Mais, là encore, il hésite : les organes sexuels féminins et masculins sont-ils les mêmes, inversés, les uns extérieurs, les autres intérieurs ? Il penche à le croire. Mais au contraire, n'y a-t-il pas une spécificité organique féminine qui explique la féminité ? Quand il penche inversement pour cette version, ce n'est toutefois pas — et cela est déjà remarquable en ce temps — pour trouver là une cause d'infériorité, mais une différence où désavantages et avantages s'équilibrent.

Dans ses deux courts essais *Sur les femmes*, de 1772, toutes ses contradictions se concentrent. Les différences de comportement entre hommes et femmes, il recherche leur fondement en nature et rassemble les données qui manifestent que les femmes sont plus naturelles. Pourtant, il perçoit bien qu'elles ne le sont que du fait même de leur situation dans une société qui est masculine et où la condition qui leur est faite est indigne, de leur éducation à la fois « contrainte et négligée » à leur réduction au silence dans l'âge adulte : « Le moment qui la délivrera du despotisme est venu. Son cœur nage dans la joie. Réjouis-toi bien, malheureuse créature ! Le temps aurait affaibli la tyrannie que tu quittes, et le temps accroîtra au contraire la tyrannie sous laquelle tu vas passer, celle d'un époux (...) L'âge avance. La beauté passe. (...) Qu'est-ce alors qu'une femme ? Négligée de son époux, délaissée de ses enfants, nulle dans la société, la dévotion est sa dernière ressource. La cruauté des lois

civiles s'est réunie contre elles dans presque toutes les contrées à la cruauté de la nature. Elles ont été traitées comme des enfants imbéciles. Nulle sorte de vexations et chez le sauvage et chez les peuples policés que l'homme ne puisse exercer contre la femme. (...) La seule chose qu'on leur ait apprise, c'est à bien porter la feuille de figuier qu'elles ont reçue de leur première aïeule. Tout ce qu'on leur a dit et répété dix-huit à dix-neuf ans de suite, se réduit à ceci : « Ma fille, prenez bien garde à votre feuille de figuier ; votre feuille de figuier va bien, votre feuille de figuier va mal. » (...) La soumission à un maître qui lui déplaît est pour elle un supplice. J'ai vu une femme honnête frissonner d'horreur à l'approche de son époux ; je l'ai vue se plonger dans le bain, et ne se croire jamais assez lavée de la souillure du devoir. »

Cela devrait mener droit à la revendication du divorce : « Le vœu du mariage indissoluble fait et doit faire presque autant de malheureux que d'époux » (lettre du 6 octobre 1765), mais il n'en parle pas ici. C'est que Diderot croit au progrès. Il parcourt l'histoire : « Les femmes sont moins malheureuses parmi des peuples pasteurs à qui une existence plus assurée permet de s'occuper un peu davantage du soin de la rendre agréable. (...) Les relations des deux sexes se perfectionnent encore aussitôt que les terres commencent à être cultivées. (...) L'inégalité qui ne tarde pas à s'introduire dans les fortunes en doit occasionner la considération. (...) Elles reçoivent une nouvelle importance de la création des arts et du commerce. » De là son réformisme. La liberté sexuelle lui paraît pire que le mal qu'il vient de dénoncer. Il ne voit pas le moyen de bouleverser les mœurs... des hommes. Il n'engage pas le combat contre l'hypocrisie sociale. Il propose aux femmes la morale de Richardson : le droit à l'amour, certes, mais sanctionné par la loi et maintenu ensuite dans la fidélité conjugale et la pudeur. Il convient de ne pas oublier ici que ce siècle du libertinage est sans doute le grand siècle de la mort des femmes au travers de la prostitution, de la déportation, des couches fatales, de la syphilis (11). La timidité de Diderot, en ce domaine, est moins réactionnaire que nous pourrions le penser par une vue anachronique. Et ne va-t-il pas conclure son second essai, comme pour se racheter de ses pauvres solutions, par un éloge qui s'achève ainsi : « Quand elles ont du génie, je leur en crois l'empreinte plus originale qu'en nous. »

Notons enfin que lorsqu'en 1769 paraît le *Pornographe* de Restif de la Bretonne (12), Diderot, qui a toujours dit son horreur de la prostitution, a même raconté tout au long à Sophie ses fuites devant les prostituées rencontrées au long de sa vie, et dont la sévérité est grande à l'égard des célèbres courtisanes du temps, tout en prenant à la légère le projet d'Eros Centers de Restif, qu'il taxe d'extravagance, ne l'en condamne pas moins, non pas, il est vrai, au nom de l'esclavage

6. Le « Diderot » d'Henri Lefebvre n'a pas été réédité en cette année Diderot. Ses éditeurs étaient les Éditeurs français réunis, éditions du PCF.

7. Une édition des « Oeuvres complètes » de Diderot est actuellement en cours aux éditions Hermann. Elle comprendra 33 volumes. Une édition « club » en 15 volumes était parue de 1969 à 1973, sous la direction de Roger Lewinter. C'est cette édition dont nous nous sommes servis pour ce travail. Elle n'a malheureusement pas été rééditée (nous croyons savoir qu'elle s'était fort mal vendue), c'est pourquoi nous n'avons pas donné de références de pages ou de tomes, mais seulement d'œuvres et de dates, l'édition étant chronologique ce que n'est pas l'édition Hartmann.

8. Une édition d'un choix des « Lettres à Sophie Volland » est parue dans la collection de poche « Folio » ; l'édition Babelon est rééditée dans la collection « Les introuvables », éd. Aujourd'hui.

9. Elisabeth de Fontenay, « Diderot ou le matérialisme enchanté », coll. « Essais » du Livre de poche. C'est un des meilleurs livres sur Diderot.

10. Cette « ombre au tableau », ce sont les lettres de Diderot à Marie-Madeleine Jodin, odieuses en effet, en ce qu'elles traitent de haut cette jeune femme, que sa mère avait prostituée, dont Diderot s'était fait le tuteur pour la sortir de la Salpêtrière, qui s'était faite actrice, donc « femme sans mœurs », s'en était sortie, grâce à son sale caractère, sans éviter d'être « entretenue », et qui, sans rancune pour son tuteur et la rude discipline cynique qu'il lui avait imposée, devint, sous la Révolution, une courageuse amazone féministe menant une lutte ferme contre la prostitution, hélas ! perdue d'avance.

11. Cf. notre essai « Hommes masqués en femme » in « Marxisme et esthétique ». Ed La Brèche.

12. Restif de La Bretonne, « Le Pornographe », éd. Régine Deforges, 1977.

des pensionnaires de telles institutions, mais de l'effet dissolvant qu'ils auraient sur la société, creusant encore plus le fossé entre hommes et femmes, supprimant le raffinement des mœurs, voire entraînant un nouveau renfermement des femmes au gynécée.

La dénonciation de l'indignité de la condition féminine sera reprise par Stendhal, dans *De l'amour*, avec la visée explicite d'interroger les conditions du bonheur, comme fin que doit se fixer l'humanité. Cette idée nouvelle en Europe, comme dira Saint-Just, est aussi l'axe de la morale et de la politique de Diderot. Le bonheur matérialiste n'est ni l'ascétisme épicurien (comme l'a remarqué Elisabeth de Fontenay) ni, à l'inverse, accumulation de plaisirs matériels, mais est unité des joies de l'unité corps-esprit. L'amour et l'amitié, l'amour-amitié même, sont la condition et l'achèvement de ce bonheur. Si Diderot en résume la voie par les termes de « vertu », aujourd'hui fort mal perçus, il faut l'entendre, à la lumière de l'*Entretien d'un philosophe avec la Maréchale de ****, comme la conduite la plus intelligente qui mène au maximum de bien, la conduite « morale » étant finalement la plus économiquement bénéfique.

Le sens de la vie, la mort...

Finalement, le thème le plus constant de l'œuvre de Diderot, et particulièrement de sa correspondance, c'est celui du sens de la vie, qui est au centre, aussi, naturellement, de ses œuvres majeures *le Neveu de Rameau* et *Jacques le Fataliste et son maître*. Là encore, et surtout dans ces grandes œuvres, le *credo* de Diderot ne va pas sans doutes et interrogations sans cesse relancées. Mais si la grande affaire de la vie est, comme le pensait Stendhal, d'en faire un chef-d'œuvre, on peut penser que Diderot a réussi la sienne : bel équilibre de travail acharné de militant des « Lumières » et de plaisirs délicats pris en toute bonne conscience ; d'affections fidèles et loyales (parfois jusqu'à l'aveuglement), de pas mal d'indulgences mais aussi de capacité de frapper ferme la canaille (« Sans quartier pour les superstitieux, pour les fanatiques, pour les ignorants, pour les fous, pour les méchants, pour les tyrans », écrit-il à Voltaire), de gourmandises littéraires, artistiques ou gastronomiques. Certes, il se plaint — et avait raison de se plaindre — de sa « vie morcelée », de ses travaux harassants qui lui brûlaient les yeux et lui brisaient les reins, et plus encore des trahisons, la pire étant sans doute celle de l'imprimeur Le Breton qui censura derrière son dos les dix derniers volumes de *l'Encyclopédie*, sabotant vingt années d'effort plus efficacement que ne l'avaient pu faire ses plus cruels ennemis.

On pourrait aussi compter ses travers, ses faiblesses comme l'a fait minutieusement Yves Benot, dans un souci de non-idéalisation, toutefois trop pointilleux, et que je crois qu'Elisabeth de

Fontenay a raison de lui reprocher, mais, au moment de la totalisation, il faut reconnaître que Diderot n'est pas seulement un grand lutteur courageux, un grand penseur intrépide, un révolutionnaire de l'esprit, mais aussi un honnête homme, sensible et généreux, un « brave type », dont Claude Manceron trace ainsi le beau portrait : « Sa longue gueule de jouisseur sobre s'est un peu empâtée, mais de beaux cheveux gris s'accrochent à son front haut, le grand nez busqué flaire toujours le vent, et sa lente montée vers la tolérance universelle lui a posé autour des grands yeux le réseau des dizaines et des dizaines de petites rides, qui ressemblent peut-être à celles de son père, mais qui sont les cicatrices de la bonté (13). »

Diderot est mort d'une mort paisible qu'il avait dépeinte vingt-deux ans auparavant, toujours à Sophie : « Il n'y a personne parmi nous qui, après avoir beaucoup fatigué, n'ait désiré son lit, n'ait vu approcher le moment de se coucher avec un plaisir extrême ; c'est que la vie n'est, pour certaines personnes, qu'un long jour de fatigue, et la mort qu'un long sommeil, et le cercueil qu'un lit de repos, et la terre qu'un oreiller où il est doux à la fin d'aller mettre sa tête pour ne la plus relever. Je vous avoue que la mort considérée sous ce point de vue, et après les longues traverses que j'ai essuyées, n'est on ne peut pas plus agréable. Je veux m'accoutumer de plus en plus à la voir ainsi. » Abord matérialiste de la mort chargé de plus qu'une pointe de panthéisme présente aussi dans les plus hardies de ses œuvres, et surtout dans *le Rêve d'Alembert*.

L'œuvre : monstre enchanteur

1. L'Encyclopédie : Diderot tâcheron et militant

Pour l'année Diderot, les dix-huit volumes de *l'Encyclopédie* ont été réédités en édition fac-similé, type même du luxueux objet de collection pour bibliothèque de cadre supérieur qui ne sera jamais lu. *L'Encyclopédie* n'est, en effet, guère plus aujourd'hui qu'un objet de curiosité ou un document pour spécialistes. Somme confuse et contradictoire des idées avancées du siècle, *l'Encyclopédie* n'est en effet, guère plus aujourd'hui qu'un objet de curiosité ou un document pour spécialistes. Somme confuse et contradictoire des idées avancées du siècle, *l'Encyclopédie* a été louée et défendue comme œuvre de science, violemment attaquée comme brûlot de la pensée libertine et impie. Elle est effectivement les deux dont Diderot ne dissocie jamais l'unité. Il s'y acharne vingt ans comme à une œuvre militante, mais elle est aussi son gagne-pain. Cette œuvre qui le fait sortir de l'ombre et de la foule des polygraphes du temps et qui lui vaut l'admiration du roi Voltaire, c'est

aussi une affaire commerciale dont Diderot respectera le contrat, qui le lie aux libraires imprimeurs, jusqu'à refuser de le rompre quand l'ouvrage est interdit et que Voltaire propose qu'on aille l'imprimer en Hollande, voire en Russie, tandis que d'Alembert abandonne.

Avec *l'Encyclopédie*, Diderot devient à la fois le premier écrivain-militant professionnel et le premier grand prolétaire-tâcheron de la littérature. La trahison du libraire peut aussi être regardée comme le début d'un rapport entre auteur et éditeur marqué par le mépris bourgeois-capitaliste du second pour le premier, considéré comme simple fournisseur de matière première à vendre. Cette « trahison », qui passe d'ailleurs quasiment inaperçue des souscripteurs, accable d'abord Diderot, mais sans doute lui permet de se dégager de cette galère où il a si longtemps été rivié à son banc de rameur : « *Je n'y viendrai plus guère dans ce maudit atelier où j'ai usé mes yeux pour des faquins qui ne me donneraient pas un bâton pour me conduire. (...) Dans huit ou dix jours, je verrai donc la fin de cette entreprise qui m'occupe depuis vingt ans ; qui n'a pas fait ma fortune, à beaucoup près ; qui m'a exposé plusieurs fois à quitter ma patrie et ma liberté, et qui m'a consumé une vie que j'aurais pu rendre plus utile et plus glorieuse.* »

2. Le théâtre : longue erreur d'aiguillage

L'Encyclopédie finie, voilà Diderot délivré. Il est encore plus libre quand, sa bibliothèque vendue à Catherine II — qui lui en laisse la jouissance viagère —, il n'a plus à « gagner sa vie ». Il va enfin pouvoir s'abandonner à son génie. Mais ce « génie », le connaît-il ? Yves Benot a bien montré le sentiment qu'avait Diderot de son échec littéraire, et cela jusqu'aux portes de la mort, en 1782, où il écrit : « *Et j'ajouterais que je sais, à la vérité, un assez grand nombre de choses, mais qu'il n'y a presque pas un homme qui ne sache sa chose beaucoup mieux que moi ! Cette médiocrité dans tous les genres est la suite d'une curiosité effrénée et d'une fortune si modique qu'il ne m'a jamais été permis de me livrer tout entier à une seule branche de la connaissance humaine. J'ai été forcé toute ma vie de suivre des occupations auxquelles je n'étais pas propre, et de laisser de côté celles où j'étais appelé par mon goût, mon talent et quelque espérance de succès.* »

L'art auquel Diderot se croit le plus destiné, c'est le « dramatique ». Et c'est là qu'il a commencé par s'égarer avec ses deux célèbres « drames bourgeois » lar-moyants, célèbres comme illisibles et injouables, et qui sont, de 1757 et 1758 : *le Fils naturel* et *le Père de famille*. Il est curieux que cet échec sera reproduit par Stendhal. La cause en est la même : le théâtre apparaît alors comme le meilleur moyen de toucher un large public, d'une part ; et de l'autre, les modèles à dépasser les gênent et les dévient de leur véritable

voie. Chez Diderot, en plus, la volonté de didactisme moral fige sa volonté contraire de réalisme. Mais, sans en convenir, l'échec va l'instruire. Ses pièces sont accompagnées d'essais, riches en idées nouvelles. Ils critiquent avec justesse des pratiques théâtrales devenues impossibles, plaide pour le jeu de scène qu'il appelle « pantomime », contre la diction face au public (polémique continuée avec Mme Riccoboni, alors actrice), et obtiendra d'ailleurs que la scène soit évacuée par le public « de qualité » qui l'encombraient. Si ses drames bourgeois sont mauvais, ce n'est pas que ce genre est impossible, c'est que son didactisme lui fait créer des personnages faux, aux gestes faux comme leurs sentiments. Ce sont d'autres, et ailleurs, qui vont faire les bons drames bourgeois : en Allemagne, le grand Lessing, qui se veut son disciple, modestement, et Lenz, plus tard, et plus radical (14). Mais lui-même, dédaignant la transition que représente superbement Goldoni, se détournant de la route classique qui donnera encore la haute flamme de Beaumarchais, il regarde au-delà, vers ce qui sera le théâtre romantique, vers les Anglais qui en sont la racine. Shakespeare le trouble dont il écrit : « *Convendez que c'est un homme bien extraordinaire que Shakespeare. Il n'y a pas une de ses scènes dont, avec un peu de talent, on ne fit une grande chose. Est-ce qu'une tragédie ne commencerait pas bien par deux sénateurs qui reprocheraient à un peuple avili les applaudissements qu'il vient de prodiguer à son tyran ? [Coriolan] Et puis, quelle rapidité, quel sombre !* » (A Voltaire, le 29 septembre 1762).

En 1773, dans *le Paradoxe du comédien*, il développera encore ses éloges, gênés aux entournures par la barbarie du colosse. Mais déjà, en 1753, il est revenu au théâtre en traduisant — adaptant — *le Joueur* d'Edward Moore, et c'est un travail de loin supérieur à ses deux pièces, quoiqu'il n'ait pas su se résoudre à ne pas affadir l'œuvre. Faute de temps, mais sans doute aussi et surtout, faute de hardiesse en ce domaine, Diderot n'a pas développé des scénarios qui allaient beaucoup plus loin, et d'abord celui du *Shérif*, dont le sujet, une répression politique vengée, est proche du *Fuente Ovejuna* de Lope de Vega. Après 1760, Diderot abandonne ces projets. Lui-même avait senti les conditions sociales du nouvel art dramatique à venir, en écrivant, dans son *Discours sur la poésie dramatique* de 1758 : « *Quand verra-t-on naître des poètes ? Ce sera après les temps de désastres et de grands malheurs ; lorsque les peuples harassés commenceront à respirer. Alors les imaginations ébranlées par des spectacles terribles, peindront des choses inconnues à ceux qui n'en ont pas été les témoins.* » Peut-on mieux pressentir les orages de la Révolution et leur reflet dans le romantisme ?

Se détournant de cette voie, pas encore ouverte par les larmes et le sang, Diderot reviendra au théâtre en 1781 pour un coup de maître longuement mûri : ce

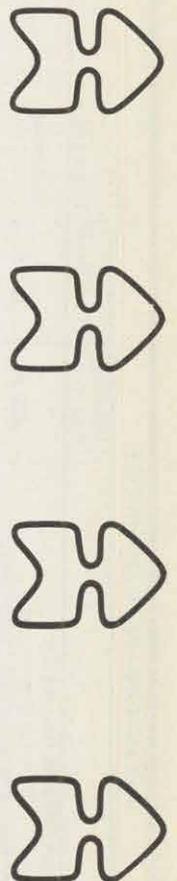
sera *Est-il bon ? Est-il méchant ?*, comédie unique en son genre, chef-d'œuvre d'humour incisif, loin de tous les principes du drame bourgeois, éloge de l'im-moralisme social fondant une morale humaniste qui a été la morale pratique de Diderot lui-même. Avec cette unique pièce, Diderot prend place parmi les grands du théâtre de son temps. Mais l'a-t-il su ?

En tout cas, il a su que la tragédie, telle que Voltaire l'écrivait, était finie. Et il y a un joli jeu de dupes dans la correspondance quand Voltaire finit par obtenir un éloge mesuré de *Tancrede* que Diderot avait auparavant exécuté dans une lettre à Sophie.

13. Claude Manceron, « les Hommes de la liberté », t. 3 « le Bon Plaisir » chap. « Nous avons servi l'humanité : D'Alembert et Diderot s'en vont ».

14. Cf. in Lenz, « le Précepteur », éd. Aubier-Montaigne, le rapport à Lessing et Diderot, dans l'introduction.

ABONNEMENTS



La suite de cet article paraîtra dans notre numéro de janvier. Elle traite en particulier de Diderot critique d'art, philosophe et politique révolutionnaire.

Signalons à nos lecteurs, il est encore temps, la magnifique exposition sur le thème de « Diderot et l'art de Boucher à David », organisée à Paris, à l'Hôtel de la Monnaie, jusqu'au 6 janvier 1985.

Vient de paraître

Quatrième Internationale

Organe
du
Comité Exécutif International
de la
IVe Internationale

Au sommaire de ce numéro 15, 1^{er}
novembre 1984 :

— Editorial : l'épopée des mineurs britanniques
— Turgut Taylair : Etat et capital dans la Turquie contemporaine.

— Un programme révolutionnaire pour la République dominicaine.

Larges extraits du programme adopté par le congrès du Bloc socialiste, organisation dominicaine avec laquelle la IV^e Internationale entretient des relations fraternelles.

— Salah Jaber : révolution permanente et dictature du prolétariat (de la Commune de Paris au Nicaragua sandiniste).

Une longue étude qui traite de problèmes politiques et théoriques fondamentaux débattus aujourd'hui dans la IV^e Internationale et dans d'autres secteurs du mouvement révolutionnaire.

ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE DOM-TOM		ETRANGER
		450 F	500 F
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	160 F		
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F	170 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros			

Nom :
Prénom :
Adresse :
Formule choisie :
Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montrouil
Tél : 859 00 80

Parution le
10 décembre 1984

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise



Impasse capitaliste
et issue socialiste

B
LA BRÈCHE

— Les recettes économiques bourgeoises ne fonctionnent plus. Seule l'interprétation marxiste permet d'analyser et de comprendre les racines de la crise.

— A quel coût social et humain la crise peut-elle être surmontée dans le cadre du système capitaliste ?

— Une issue socialiste est possible, fondée sur la planification et la démocratie ouvrière. Mais elle suppose une rupture révolutionnaire.

— Ce livre est produit par le Groupe de travail économique de la LCR.

65 F.

« Marxisme et esthétique »

Les éditions La Brèche publient un livre de notre camarade Michel Lequenne, *Marxisme et esthétique*.

Au sommaire de cet ouvrage :

- « Esquisse de critique marxiste de la critique marxiste de l'art et de la littérature ».
- « Hommes masqués en femmes » : l'apparition, au XVIII^e siècle, d'un nouveau genre littéraire : celui des romans écrits par des hommes et prêtant leur plume à un personnage féminin.
- « Surréalisme et communisme ».
- « La peinture, médium de l'histoire du cinéma ».
- « Louÿs Bunuel » : étude de l'adaptation par Bunuel du roman de Pierre Louÿs, *la Femme et le Pantin*.

Marxisme et esthétique par Michel Lequenne — 176 pages — 61 francs.
En vente en librairies dont La Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris.

En vente à la librairie La Brèche

9, rue de Tunis 75011 Paris

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511